

Inclusion des migrants et réfugiés dans la préparation et la réponse aux catastrophes biologiques : étude du cas de la pandémie de covid-19



Inclusion des migrants et réfugiés dans la préparation et la réponse aux catastrophes biologiques : étude du cas de la pandémie de covid-19

**John Twigg
Reshma Mathews
Lorenzo Guadagno**

*Édition anglaise:
Inclusion of migrants and refugees
in preparedness and response
to biological disasters: case study
of the Covid-19 pandemic*

*Les vues exprimées dans cet ouvrage
relèvent de la responsabilité des auteurs
et ne reflètent pas nécessairement
la ligne officielle de l'Organisation
internationale pour les migrations
(OIM) ou du Conseil de l'Europe.*

Toute demande de reproduction
ou de traduction de tout ou partie
du document doit être adressée à
la Direction de la communication
(F-67075 Strasbourg Cedex ou
publishing@coe.int). Toute autre
correspondance relative à ce
document doit être adressée à
l'Accord européen et méditerranéen
sur les risques majeurs (EUR-OPA).

Cette publication n'a pas fait l'objet
d'une relecture typographique
et grammaticale de l'Unité
éditoriale de la DPDP.

Couverture et mise en page:
Service de la production des
documents et des publications
(SPDP), Conseil de l'Europe

Photos: Shutterstock

© Conseil de l'Europe, septembre 2022
Imprimé dans les ateliers
du Conseil de l'Europe

Les appellations employées dans cette
publication et la présentation des
données qui y figurent n'impliquent
aucune prise de position de la part de
l'OIM ou du Conseil de l'Europe quant
au statut juridique des pays, territoires,
villes ou zones, ou de leurs autorités, ni
quant à leurs frontières ou limites.

Ce document de travail a été soumis
au Conseil d'Europe sous forme
préliminaire le 12 octobre 2020. Toutes
les adresses de sites web citées en
référence fonctionnaient à cette date
mais les pages web des organes de
presse et des organisations peuvent
être modifiées à tout moment.

© 2021 Conseil de l'Europe et Organisation
internationale pour les migrations (OIM).

Certains droits réservés. Le présent ouvrage
est mis à disposition selon les termes de la
licence Attribution-NonCommercial-NoDerivs
3.0 IGO License (CC BY-NC-ND 3.0 IGO) 1. Pour
plus de précisions à ce sujet, prière de
consulter les droits d'auteur et conditions
d'utilisation des publications de l'OIM. Le
présent ouvrage ne peut être utilisé, publié
ou redistribué à des fins visant ou tendant
principalement à en tirer un avantage
commercial ou une compensation financière,
sauf à des fins éducatives, par exemple
pour figurer dans des manuels scolaires.

Table des matières

INTRODUCTION	5
IMMIGRATION/NATIONALITÉ/DROITS DE SÉJOUR	9
SANTÉ	17
LOGEMENT ET ABRI	23
ÉDUCATION	29
TRAVAIL ET EMPLOI	35
INFORMATION ET COMMUNICATION AUPRÈS DU PUBLIC	45
AIDE FINANCIÈRE	49
ASSISTANCE MATÉRIELLE ET ENTRAIDE	53
MOBILISATION ET COORDINATION	57
STIGMATISATION, XÉNOPHOBIE ET DISCRIMINATION	59
RAPATRIEMENT ET RÉINTÉGRATION	63
RECOMMANDATIONS	67
Recommandations générales	67
Recommandations spécifiques portant sur les thèmes traités dans le présent rapport	68
RECOMMANDATION 2021-2	75



Chapitre 1

Introduction

Identifiée pour la première fois en décembre 2019 en Chine, la covid-19 a été qualifiée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) « d'urgence de santé publique de portée internationale » (soit le niveau de danger le plus élevé) le 30 janvier 2020¹ du fait de sa gravité et de sa rapidité de propagation. La covid-19 s'est alors vite imposée comme une pandémie, dont les ravages et les répercussions négatives sur la santé publique, les économies et les sociétés se sont fait sentir dans le monde entier.

Toutes les crises et les catastrophes mettent en lumière les facteurs de vulnérabilité des sociétés dans lesquelles elles ont lieu. Comme peut-être aucune autre crise auparavant, la covid-19 a mis en évidence les conditions de vulnérabilité particulières auxquelles différents groupes de migrants (notamment les migrants économiques et leurs familles, les réfugiés et autres personnes déplacées, les étudiants étrangers et les gens de mer) font face en cas de catastrophe. Partout dans le monde, dans des pays qui diffèrent pourtant par leurs caractéristiques et leurs dynamiques migratoires, les migrants ont été touchés de manière disproportionnée par la pandémie².

Du fait des risques liés à leurs conditions de vie et de travail et du manque d'accès à des informations adéquates, les migrants ont été surreprésentés parmi les personnes positives à la covid-19. Si cela a constitué une préoccupation majeure, dès les premiers stades de la pandémie, pour ce qui est des migrants et des personnes déplacées vivant dans des camps, il est également apparu que les migrants hébergés dans des lieux réservés aux travailleurs à Singapour, dans les États du Golfe, dans des quartiers défavorisés en Suède, au Canada et aux Maldives et dans des centres d'accueil en Italie ou travaillant dans des établissements d'emballage de viande en Allemagne et aux États-Unis d'Amérique³ étaient tous également touchés. En outre, étant peu en mesure ou peu désireux de bénéficier de services de santé, les migrants risquent davantage d'être gravement atteints par le virus⁴.

1. www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/interactive-timeline.
2. <https://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs-60.pdf>.
3. <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Asia-Insight/Singapore-coronavirus-clusters-awaken-Asia-to-migrants-plight> ; <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/covid-19-lockdown-turns-qatars-largest-migrant-camp-into-virtual-prison/> ; <https://foreignpolicy.com/2020/04/21/sweden-coronavirus-anti-lockdown-immigrants/> ; <https://www.ices.on.ca/Publications/Atlases-and-Reports/2020/COVID-19-in-Immigrants-Refugees-and-Other-Newcomers-in-Ontario> ; <https://observers.france24.com/en/20200728-maldives-coronavirus-worsens-plight-migrant-workers> ; <https://www.washingtonpost.com/outlook/2020/05/22/immigrant-workers-have-born-brunt-covid-19-outbreaks-meatpacking-plants/> ; <https://www.infomigrants.net/en/post/27065/locals-protest-after-migrants-test-positive-for-coronavirus-in-southern-italy>.
4. <https://neweconomics.org/uploads/files/Patients-Not-Passports-Migrants-Access-to-Healthcare-During-the-Coronavirus-Crisis-FINAL.pdf>.

De nombreux migrants travaillent dans des secteurs et à des postes qui ont été durement touchés par les fermetures d'entreprises et de commerces causées par les confinements et par la récession économique générale due à la pandémie. Ce sont souvent les premiers à perdre leur travail et ils subissent alors fréquemment les répercussions de la pandémie sans protection ni aide sociale⁵. L'exclusion et l'exploitation dont ils sont victimes s'intensifient à l'heure où de nombreux pays rouvrent leur économie et se relèvent de la pandémie. Dans le monde entier, les migrants sont la cible de préjugés et de xénophobie généralisés, qui sont sources de violences et de souffrances et compliquent encore leur accès aux possibilités et services existants⁶.

L'impact de la covid-19 dépend aussi pour beaucoup du statut des migrants, dont les effets entrent en interaction avec ceux de la pauvreté, de la classe sociale et des origines ethniques. Les migrants en situation irrégulière passaient déjà au travers des mailles du système avant la pandémie et sont depuis devenus particulièrement vulnérables. Parallèlement, en raison de la pandémie et des pertes d'emploi, de l'appauvrissement et de la moindre importance accordée aux questions migratoires qui en ont résulté, des migrants du monde entier font maintenant face à des incertitudes quant à leur statut régulier (ou l'ont même perdu), ce qui restreint encore leurs possibilités d'accès à des services et une assistance et accroît leur précarité.

La fermeture des frontières et les mesures de restriction des déplacements internationaux ont eu des répercussions particulièrement graves sur les migrants, qui se trouvent de ce fait bloqués dans des pays de transit ou d'accueil, incapables de poursuivre leur voyage ou de rentrer chez eux⁷. Des migrants internationaux et internes se sont heurtés à des obstacles juridiques et logistiques en rentrant dans leur lieu d'origine, où les attendent de nouvelles difficultés économiques et une précarité supplémentaire, ainsi que, parfois, plus de stigmatisation et d'exclusion.

Comme dans toute situation de crise, l'impact sur les migrants ainsi que leurs souffrances et leurs difficultés se répercutent sur leurs réseaux entre différentes localités et pays. Les familles et les communautés de leur région d'origine, qui dépendent des migrants et de l'argent que ceux-ci envoient, ont soudainement été privées de ressources essentielles et souvent séparées entre divers pays et continents, sans savoir quand les voies de migration ouvriraient de nouveau ni même si elles allaient rouvrir. La réduction des transferts de fonds a été si forte qu'elle pourrait avoir des conséquences macro-économiques dans les pays qui en sont fortement tributaires⁸.

La pandémie de covid-19 a cependant aussi mis en évidence le rôle crucial que les migrants jouent dans la prestation de services essentiels au fonctionnement et au bien-être des sociétés et à la continuité des activités et des entreprises dont dépend la résilience en période de crise⁹. Dans de nombreux pays, les migrants sont fortement représentés parmi les travailleurs essentiels de secteurs tels que les soins de santé

5. www.migrationpolicy.org/research/immigrant-workers-us-covid-19-response.

6. https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_incidents_of_xenophobia_and_racism_related_to_the_COVID-19_pandemic.

7. <https://www.iom.int/fr>.

8. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33634>.

9. www.odi.org/migrant-key-workers-covid-19/.

et la recherche médicale, la production et la distribution de produits alimentaires, et la logistique et les transports. Leur présence et leurs déplacements contribuent de façon vitale à de nombreux autres secteurs essentiels à la reprise économique et sociale dans le monde entier¹⁰.

Les conditions particulières de vulnérabilité des migrants, ainsi que le rôle qu'ils jouent en contribuant au bien-être de communautés interconnectées, soulignent la nécessité de les inclure dans toutes les interventions visant à atténuer et à maîtriser la covid-19 et à remédier à ses effets à court et à long terme¹¹. Tant que les migrants se heurteront à des obstacles spécifiques en matière d'accès aux informations sur la covid-19, au dépistage et aux traitements, les mesures de santé publique seront moins efficaces. Si les effets directs et indirects de la pandémie sur les migrants ne sont pas pris en compte et atténués, les sociétés dans lesquelles ils vivent et celles dont ils sont originaires devront faire face à de plus lourdes conséquences et seront moins à même de se relever de la pandémie.

Les choix des autorités nationales et locales en ce qui concerne le degré d'inclusion des migrants dans les mesures de lutte contre la covid-19 et de relèvement influenceront sur le degré de risque de futures crises dans leur société. La vulnérabilité des migrants est étroitement liée aux politiques d'immigration, au droit d'accès aux possibilités et services existants, au respect des droits et au niveau de xénophobie et de discrimination dans leur lieu de destination. Toutes les interventions qui les incluent (ou au contraire les excluent) des soins de santé et de l'assistance sociale, leur accordent (ou leur refusent) la régularisation de leur statut ou une certaine souplesse en matière de réglementation de l'immigration, les protègent de la maltraitance ou de l'exploitation (ou les y exposent) sont de nature à contrecarrer ou à renforcer ces dynamiques. Les migrants étaient souvent victimes de marginalisation économique, sociale et politique avant la pandémie. Les interventions visant à lutter contre la covid-19 et à s'en relever donnent l'occasion de faire d'autres choix en matière de gestion des migrations, d'apport de services de base et de protection des droits fondamentaux, qui conduiront à des sociétés plus justes, plus résilientes et plus durables.

Face à ces défis, divers acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux déploient, à tous les niveaux, dans les pays d'origine et de destination des migrants, des interventions visant à remédier aux causes immédiates et profondes de la vulnérabilité des migrants. Le présent document de travail dresse un bilan de certaines de ces pratiques, étant entendu que face à une situation dynamique de portée mondiale, les effets de la crise et les mesures prises en conséquence sont extrêmement diffus et en évolution constante, et que toute évaluation sera donc partielle et limitée dans le temps¹².

En réunissant et en systématisant de telles pratiques, le présent document de travail donne un aperçu des approches globales à adopter pour remédier aux

10. <https://migrationdataportal.org/themes/migration-data-relevant-covid-19-pandemic>.

11. <https://smw.ch/article/doi/smw.2020.20263>.

12. La plupart des exemples cités dans le présent document proviennent de membres du Groupe de coopération en matière de prévention, de protection et d'organisation des secours contre les risques naturels et technologiques majeurs (EUR-OPA). Mais des exemples provenant d'autres pays du monde entier sont également donnés s'il y a lieu.

obstacles linguistiques et culturels, aux problèmes de méfiance et aux obligations administratives et mauvais traitements auxquels les migrants se heurtent lorsqu'ils tentent d'accéder aux services et aux solutions dont ils ont absolument besoin pour se protéger de la pandémie et s'en relever. Parmi les pratiques adoptées dans le monde, l'accent est ici mis sur des situations dans lesquelles les migrants ont été activement associés aux activités de préparation, d'intervention et de relève, leurs compétences, leurs connaissances et leurs capacités à contribuer au bien-être de leur communauté ayant été reconnues.

On trouvera dans le présent document des faits probants, des recommandations et des enseignements relatifs aux bonnes pratiques pouvant influencer et renforcer les réponses à la pandémie de covid-19, crise qui continuera, dans un avenir prévisible, à avoir des effets complexes sur les migrants et les migrations dans le monde entier. Ce document vise également à faciliter les activités menées plus généralement en matière de gestion de crise et de développement. Les principes d'inclusion, de participation et d'association des migrants qui sous-tendent les pratiques décrites dans la présente publication peuvent compléter les approches actuellement suivies pour réduire les risques que courent les migrants et leurs communautés lors de toute crise et peuvent également servir à favoriser l'amélioration de leurs conditions de vie en temps normal. À une époque de mondialisation, d'interconnexion et de mobilité croissantes, il s'agit-là d'un facteur essentiel de réduction des risques et de développement durable.

À mesure que la pandémie évoluera et que les gouvernements, les autorités locales, la société civile et le secteur privé s'adapteront à ses conséquences, de nouvelles données probantes seront collectées et de nouveaux enseignements seront tirés de l'expérience et appliqués de manière à soutenir les migrants plus efficacement et à plus grande échelle en période de crise.



Chapitre 2

Immigration/nationalité/ droits de séjour

L'accès des migrants aux possibilités et services existants, la protection de leurs droits et, en fin de compte, leur vulnérabilité face à différents risques et à l'insécurité dépendent en très grande partie de leur statut au regard des lois sur l'immigration. La pandémie de covid-19 et les fermetures de frontières et confinements qui en ont résulté ont créé d'importantes et nombreuses difficultés pour les migrants qui cherchent à obtenir ou à garder leur statut régulier, restreignant considérablement leur marge d'action. Lorsque la pandémie a mis à mal l'apport de services essentiels et le fonctionnement de l'administration dans de nombreux pays, les procédures d'immigration ont été temporairement suspendues, y compris les programmes d'octroi de l'asile et de réinstallation des réfugiés¹³ et les programmes de demande et de renouvellement de visas¹⁴, ce qui a plongé de nombreux migrants dans l'incertitude quant à leur statut au regard de la loi et les a laissés à la merci des effets directs et indirects de la pandémie.

Dans de nombreuses régions du monde, des migrants en situation régulière, y compris des voyageurs, des hommes et femmes d'affaires et des détenteurs de permis de travail et de visas d'étudiant, ont été contraints de rester là où ils se trouvent, à cause des mesures de restriction des déplacements et des fermetures de frontières imposées par les pays pour endiguer la propagation du virus. De ce fait, beaucoup ont été - et dans certains cas sont encore - dans l'incertitude quant à leur possibilité de travailler, d'étudier et de rester dans leur pays d'accueil.

13. www.infomigrants.net/en/post/23513/refugee-resettlement-suspended-due-to-coronavirus, www.refugeesinternational.org/reports/2020/3/29/covid-19-and-the-displaced-addressing-the-threat-of-the-novel-coronavirus-in-humanitarian-emergencies.
14. www.fragomen.com/about/news/immigration-update-coronavirus.

Dans le monde entier, des migrants en situation irrégulière se sont trouvés bloqués dans leur pays de destination ou en transit, en ayant peu de possibilités de bénéficier de l'aide et des services existants et en craignant d'être placés en détention et expulsés¹⁵. La vulnérabilité préalable à la pandémie des migrants en situation irrégulière a été exacerbée par les conséquences directes et indirectes de la covid-19. Du fait du manque de séparation des systèmes d'aide sociale et des systèmes d'immigration dans de nombreux pays¹⁶, beaucoup d'entre eux étaient peu enclins à accéder aux services de santé et à d'autres formes d'assistance de base et ont été exclus de l'aide publique et des dispositifs d'appui. De telles situations rendent les migrants extrêmement vulnérables et freinent et inversent les efforts déployés par les pouvoirs publics pour maîtriser la propagation du virus¹⁷.

Aux premiers stades de la pandémie, de nombreux pays ont tenu compte des difficultés rencontrées par les migrants et pris des dispositions pour que ceux-ci puissent obtenir ou garder plus facilement leur titre de séjour, supprimant ainsi un obstacle majeur à l'accès aux soins de santé et à d'autres formes d'assistance. Plusieurs pays ont mis en place des prorogations automatiques de visas et ont simplifié les procédures de renouvellement des permis ou visas délivrés aux migrants sur leur territoire, car des incertitudes subsistaient quant à leur possibilité de quitter le pays¹⁸. De telles mesures visaient principalement les migrants en situation régulière qui avaient un permis de séjour ou un visa valable et risquaient de se trouver en situation irrégulière pendant les confinements après avoir dépassé la durée de leur autorisation de séjour du fait de la fermeture des bureaux et services d'immigration et de leur impossibilité de renouveler leur visa ou permis. De nombreux pays européens ont adopté des mesures similaires en tenant compte des restrictions en matière de circulation imposées dans le monde entier qui empêchaient les migrants de se déplacer¹⁹. Les pratiques adoptées à l'échelle nationale ont consisté à prolonger les visas et permis de courte et de longue durée, ainsi que la durée d'exemption de visa pour un premier séjour²⁰.

La prolongation automatique de visas de court et de longue durée, de permis de séjour et de la durée d'exemption de visa pour un premier séjour ou la présomption d'une autorisation de séjour ont été mises en place par des pays de l'espace Schengen, notamment la Belgique, l'Espagne, la France, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Tchéquie, soit pour une durée limitée soit jusqu'à la fin de la crise, selon ce qu'avaient décidé leurs gouvernements respectifs²¹. En Bulgarie, en Croatie, en

15. www.refugeesinternational.org/reports/2020/7/22/reform-past-due-covid-19-magnifies-need-to-improve-spains-asylum-system; <https://publications.iom.int/system/files/pdf/mrs-60.pdf>.

16. <https://neweconomics.org/uploads/files/Patients-Not-Passports-Migrants-Access-to-Healthcare-During-the-Coronavirus-Crisis-FINAL.pdf>.

17. <https://smw.ch/article/doi/smw.2020.20263>.

18. www.aa.com.tr/en/latest-on-coronavirus-outbreak/russia-facilitates-foreign-stay-amid-coronavirus-fears/1772279; <https://gulfnnews.com/living-in-uae/visa-immigration/covid-19-uae-visa-update-expired-visa-holders-get-another-months-grace-period-1.1597133949345>.

19. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/handbook-annex-41_en.pdf; www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Actualites/L-actu-immigration/Information-generale-sur-la-prolongation-des-documents-de-sejour-General-information-on-the-extension-of-residency-documents.

20. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/handbook-annex-41_en.pdf.

21. Ibid

Grèce et en Hongrie, des prolongations ont été accordées automatiquement pour les visas et les permis de séjour de longue durée, et, sur demande, pour les autres catégories²². L'Allemagne, Chypre, le Danemark et l'Estonie ont également décidé de proroger automatiquement la durée de validité de certains types de visas²³. En Autriche, les pénalités imposées pour non-renouvellement de visa ont été supprimées lorsqu'il était impossible de faire de telles demandes à cause de la fermeture des bureaux concernés du fait de la COVID-19²⁴. Aux Pays-Bas, les titulaires de visas de courte durée qui ne pouvaient quitter le pays en raison des restrictions de déplacement dues à la covid-19 ont été autorisés à demander une prorogation par téléphone aux Services d'immigration et de naturalisation (IND) au lieu de devoir se rendre dans leurs bureaux²⁵. En Pologne, les délais de demande de régularisation de séjour ont également été allongés et les dates des retours volontaires d'étrangers dans leur pays reportées²⁶.

Des mesures similaires ont été prises par des pays d'autres régions du monde. En mars, la Thaïlande a d'abord accordé une prolongation automatique des visas temporaires des étrangers (principalement des touristes) jusqu'à la fin juillet, puis un délai supplémentaire jusqu'au mois de septembre pour les renouvellements sur demande²⁷. Les migrants titulaires de laissez-passer frontaliers ont également bénéficié d'un sursis qui leur a permis de rester en situation régulière jusqu'à la réouverture des postes frontaliers²⁸. Les frais à acquitter et l'obligation de présenter les documents nécessaires ont aussi été suspendus dans le cadre de ce dispositif²⁹. En avril 2020, l'Afrique du Sud a automatiquement prolongé les titres de séjour temporaires qui étaient arrivés à expiration pendant le confinement, évitant ainsi aux migrants concernés de se voir refuser l'entrée sur le territoire à une date ultérieure³⁰.

En ce qui concerne les demandes d'asile, en France, la validité des attestations de demande d'asile a été prolongée de trois mois³¹. En Espagne, les délais administratifs applicables aux demandes d'asile ont également été allongés, les services d'immigration ayant cessé de fonctionner pendant cette période. La validité de documents tels que la déclaration de volonté de demander la protection internationale, les récépissés de demande d'asile et les attestations de statut de demandeur a également été automatiquement prorogée³².

22. Ibid

23. Ibid

24. www.bmeia.gv.at/en/travel-stay/entry-and-residence-in-austria/entrance-and-residence/.

25. www.netherlandsandyou.nl/travel-and-residence/visas-for-the-netherlands/qas-short-stay-schengen-visa.

26. <https://udsc.gov.pl/en/coronavirus-outbreak-special-solutions-for-foreigners/>; www.schengenvisainfo.com/news/poland-extends-visas-and-permits-for-foreigners-for-another-30-days/.

27. www.bangkokpost.com/thailand/general/1953220/foreigners-can-apply-for-visa-extension-after-july-31; www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-thailand/thailand-to-offer-grace-period-for-foreigners-visa-extensions-idUSKCN24I0T8.

28. www.immigration.go.th/en/?p=6838.

29. Ibid.

30. <https://taj-strategie.fr/south-africa-covid-19-immigration-update/>.

31. www.thelocal.fr/20200318/france-to-automatically-extend-visas-and-residency-cards-due-to-coronavirus-outbreak; www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiqués/Duree-de-validite-des-titres-de-sejour.

32. www.accem.es/covid19-informacion-solicitantes-pi; www.interior.gob.es/web/servicios-al-ciudadano/covid-19/proteccion-internacional.

Plusieurs gouvernements ont pris des mesures visant à atténuer les incertitudes qui entouraient les programmes d'octroi de visas d'étudiants. Des permis de travail de courte durée ont ainsi été accordés à des étudiants qui terminaient leur cursus et satisfaisaient à certains critères, comme le fait d'avoir suivi des cours à plein temps sur place. De nombreux étudiants ayant été contraints de rester dans leur pays d'origine en suivant des cours en ligne ou ayant obtenu leur diplôme à l'étranger sans pouvoir rentrer chez eux, l'octroi de tels permis de travail est entaché de nombreuses incertitudes.

Une autre pratique souvent adoptée a consisté à supprimer temporairement les pénalités en cas de non-respect des conditions de visa et de travail, ce qui a permis à des migrants ayant dépassé la durée de validité de leur visa de rentrer dans leur pays d'origine sans avoir à acquitter les pénalités correspondantes. Des systèmes similaires d'amnistie ont parfois été appliqués aussi aux travailleurs sans papiers, ce qui leur a permis de quitter le pays où ils se trouvaient sans avoir à en subir les conséquences sur le juridique ou à être frappés d'interdiction de retour à l'avenir. Plusieurs États arabes ont suspendu l'imposition d'amendes aux personnes ayant dépassé la durée de validité de leur visa, ce qui a permis à beaucoup de titulaires de visas expirés de quitter le pays. La Jordanie a supprimé les frais et pénalités précédemment imposés aux travailleurs migrants sans papiers³³. Le Bahreïn a annoncé que les travailleurs en situation irrégulière bénéficieraient jusqu'en décembre 2020 d'une amnistie leur permettant de rentrer dans leur pays d'origine sans avoir à régler d'amendes³⁴. En avril, le Koweït a accordé à cette même catégorie de migrants une amnistie d'un mois qui les autorisait à rentrer chez eux sans qu'il leur soit interdit à l'avenir de revenir au Koweït³⁵. De telles amnisties et dérogations ont été adoptées plusieurs fois par le passé par des pays membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, ce qui souligne le caractère cyclique des difficultés que connaissent les travailleurs migrants dans la région³⁶.

Face à la covid-19, d'autres pays ont suspendu les expulsions de migrants. Les services d'immigration du Canada ont par exemple temporairement reporté les expulsions prévues de migrants et de réfugiés qui s'étaient vu refuser l'entrée aux frontières³⁷. Bien que cette mesure ait été en grande partie due à la fermeture des frontières et à l'annulation de vols, elle a aussi accordé un certain répit aux migrants et à leur famille dans leur pays d'origine et a atténué le risque de propagation de la covid-19 dans des pays généralement moins touchés.

Dans certains cas, des gouvernements ont accordé des possibilités de régularisation à des groupes de migrants vivant sur leur territoire. De telles mesures peuvent avoir pour effet de supprimer les obstacles qui empêchent les migrants d'accéder aux

33. www.arabnews.com/node/1665221/middle-east.

34. www.migrant-rights.org/2020/04/bahrain-announces-amnesty-for-irregular-migrants-and-cuts-in-flexi-permit-fees/.

35. www.migrant-rights.org/2020/04/kuwaits-amnesty-provides-a-risky-reprieve-for-some-migrant-workers/.

36. www.solidaritycenter.org/wp-content/uploads/2019/03/Report.Amnesties-in-the-Gulf.ENGLISH.3.28.2019.pdf; www.amnesty.org/en/latest/campaigns/2020/04/covid19-makes-gulf-countries-abuse-of-migrant-workers-impossible-to-ignore/.

37. www.cbc.ca/news/canada/calgary/cbsa-refugees-immigrants-deportations-1.5501334.

soins de santé, à l'aide sociale et à d'autres services publics et aussi les inciter à faire davantage confiance aux autorités de leur pays de destination.

Au Portugal, les migrants et les demandeurs d'asile ont temporairement bénéficié des mêmes droits que les citoyens, ce qui leur a permis d'accéder au système de santé et aux prestations sociales³⁸. Ces mesures s'appliquaient à tous les citoyens étrangers dont le dossier était en attente de traitement par les services de l'immigration³⁹. On estime que cette stratégie est l'un des facteurs ayant contribué à endiguer le coronavirus⁴⁰.

En mai, l'Italie a entrepris une procédure de régularisation visant environ 200 000 migrants travaillant dans l'agriculture ou comme aides à domicile. Il fallait, pour prétendre à cette régularisation, qu'un migrant bénéficie de l'appui de son employeur ou puisse prouver qu'il avait travaillé dans l'un des secteurs concernés avant octobre 2019; la régularisation ne valait que pour six mois⁴¹. Cette disposition a accordé un sursis et une possibilité de régularisation à de nombreux travailleurs en situation irrégulière et leur a permis d'accéder au système de santé⁴². Il a cependant été vivement reproché à ce dispositif de n'aider qu'une petite partie de la main-d'œuvre en situation irrégulière dont dépend l'Italie⁴³. Du fait des conditions à remplir, des obstacles en matière d'information et des abus, le programme a donné de moins bons résultats que prévu.

En Espagne, outre l'assouplissement des règles de renouvellement des titres de séjour, le gouvernement a abaissé les conditions de revenus à remplir pour prétendre au regroupement familial, ce qui, en pratique, a encouragé les individus à tenter de régulariser la situation de leur famille. Cela bénéficie tout particulièrement aux familles déjà présentes en Espagne qui ne pouvaient faire régulariser leur situation faute de satisfaire aux conditions de revenus fixées par le gouvernement pour le regroupement familial⁴⁴. Les demandeurs d'asile ont été dispensés de fournir des documents à jour pour bénéficier de prestations, le renouvellement de tels documents ayant été rendu impossible par le confinement. Les demandeurs d'asile qui n'avaient pu déposer de demande en raison du confinement ont également été autorisés à demander à bénéficier de prestations sociales⁴⁵.

38. <https://edition.cnn.com/2020/03/30/europe/portugal-migrants-citizenship-rights-coronavirus-intl/index.html>.

39. <https://edition.cnn.com/2020/03/30/europe/portugal-migrants-citizenship-rights-coronavirus-intl/index.html>; www.newsweek.com/portugal-protecting-public-health-amid-coronavirus-pandemic-means-protecting-migrant-health-too-1506817.

40. www.newsweek.com/portugal-protecting-public-health-amid-coronavirus-pandemic-means-protecting-migrant-health-too-1506817.

41. www.thenewhumanitarian.org/feature/2020/05/25/Italy-coronavirus-migrant-labour.

42. www.martenscentre.eu/news/should-eu-countries-regularise-undocumented-migrants-due-to-the-covid-19-pandemic/.

43. www.aljazeera.com/news/2020/5/30/cynical-critics-slam-italys-amnesty-for-undocumented-migrants.

44. www.elconfidencial.com/espana/2020-06-10/inmigracion-flexibiliza-normas-expulsion-masiva_2630628/; www.ecestaticos.com/file/e5c2b0a25f60eb7fd2d78bda7386cd3/1591739734-renovaciones_permisos.pdf.

45. <https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/spain-introduces-special-covid-19-integration-measures>; <http://prensa.mites.gob.es/WebPrensa/noticias/inmigracionemigracion/detalle/3754>.

Dans tous les cas susmentionnés, il convient de noter que les mesures prises ont été de portée très limitée. Au Portugal, par exemple, l'octroi de prestations sociales n'a été que temporaire et ne concernait pas les migrants sans papiers⁴⁶ et, en Italie, les permis de séjour n'ont été accordés que pour six mois, la possibilité de les renouveler pour une durée plus longue dépendant de l'obtention d'un contrat de travail établi par l'employeur⁴⁷.

Malgré les nombreux obstacles existants en matière d'asile, plusieurs pays ont proposé des programmes de relocalisation destinés à certaines personnes vulnérables. Plusieurs États membres de l'UE ont accepté d'accueillir des enfants non accompagnés et des familles ayant des enfants gravement malades en provenance de camps de réfugiés situés en Grèce, dans le cadre d'un dispositif de relocalisation volontaire visant à transférer 1 600 enfants⁴⁸. L'Allemagne, la Belgique, la Finlande, la France, le Luxembourg et le Portugal⁴⁹ ont accueilli des enfants dans le cadre de ce programme, auquel ont également participé la Bulgarie, la Croatie, l'Irlande, la Lituanie et la Slovaquie⁵⁰. La Norvège⁵¹ et la Suisse⁵² ont également accueilli ou exprimé leur souhait d'accueillir des mineurs non accompagnés.

La plupart des mesures en matière d'immigration décrites dans le présent chapitre, y compris l'assouplissement des procédures ou l'octroi de prolongations automatiques, s'adressent principalement aux migrants en situation régulière, à l'exception de certains programmes d'amnistie permettant aux migrants en situation irrégulière de régulariser leur situation ou de rentrer plus facilement dans leur pays d'origine. Dans de nombreux pays, les gouvernements sont nettement moins soucieux d'apporter une assistance en matière d'immigration aux migrants en situation irrégulière ou sans papiers, qui vivent souvent ainsi dans la peur d'être incarcérés et expulsés. Cela a d'importantes conséquences sur leur accès aux soins de santé - ce qui devrait préoccuper les systèmes de santé publique du monde entier - et les expose particulièrement aux répercussions socio-économiques indirectes de la pandémie et aux risques d'exploitation et de maltraitance. Une étude a par exemple mis en évidence la

46. Santinho C., Rebelo D. et Cardoso S. (2020), COVID-19, The 'Undercover' Portuguese Asylum System, and Its Jerry-Riggings. Accessible à : www.law.ox.ac.uk/research-subject-groups/centre-criminology/centreborder-criminologies/blog/2020/06/covid-19.

47. www.infomigrants.net/en/post/24755/helping-the-invisible-italy-s-amnesty-for-undocumented-workers-explained.

48. www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/world/20200402STO76413/meps-call-for-measures-to-prevent-covid19-crisis-in-refugee-camps; www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-9-2020-002407-ASW_EN.html; <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/8/5f467402a/pouvait-lire-bonheur-visages.html>; www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-9-2020-002407-ASW_EN.html.

49. www.infomigrants.net/en/post/26453/18-unaccompanied-minors-from-greek-camps-relocated-to-belgium; www.unhcr.org/neu/40063-un-agencies-welcome-first-24-unaccompanied-asylum-seeking-children-from-greece-to-finland.html; www.hrw.org/news/2020/08/26/forty-nine-migrant-children-moved-safety-france#:~:text=On%20August%2020%2C%20France%20relocated,to%20other%20European%20Union%20countries; www.dw.com/en/germany-takes-in-afghan-syrian-refugee-children-from-greek-camp/a-53172989; www.wort.lu/fr/luxembourg/le-luxembourg-recueillera-12-refugies-mineurs-5e60b274da2cc1784e35798f; https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_20_1288.

50. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/QANDA_20_1291.

51. Ibid.

52. www.infomigrants.net/en/post/24804/switzerland-takes-in-23-migrant-children-from-greek-island-camps.

vulnérabilité accrue des migrants face à la traite d'êtres humains en période de covid-19 et les situations d'exploitation causées par la pandémie, du fait des fermetures de frontière, des pertes d'emploi et de la perte de statut juridique qui en a résulté⁵³.

Si l'élaboration des politiques et régimes migratoires dépend principalement des gouvernements, les ONG, les organisations de la société civile et les fondations philanthropiques contribuent pour beaucoup à influencer ces décisions en menant des campagnes d'information et de mobilisation et en permettant aux migrants de bénéficier des possibilités existantes grâce à l'appui de services d'aide juridique⁵⁴. Le Centre pour les droits civils et politiques a mis au point un outil de cartographie qui donne des informations actualisées sur les fermetures de frontière et les procédures d'asile à travers le monde⁵⁵. Plusieurs campagnes visant à obtenir la libération d'individus détenus dans des centres de rétention d'immigrants ont été lancées à travers le monde pendant la pandémie⁵⁶. Certaines ont porté leurs fruits dans plusieurs pays⁵⁷.

-
53. <http://www.osce.org/files/f/documents/1/2/464613.pdf>; <https://foreignpolicy.com/2020/08/10/as-the-global-economy-melts-down-human-trafficking-is-booming/>; <https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzbdl416/files/french.pdf>.
 54. www.iom.int/news/standing-solidarity-migrants-supporting-civil-society-and-other-stakeholders-responding-covid; www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/Steve_Irakoze.aspx; <https://picum.org/immigration-detention-deportation-legal-practitioners-civil-society-jointly-address-strategic-litigation/>.
 55. <https://datastudio.google.com/reporting/1sHT8quopdfavCvSDk7t-zvqKIS0Lju0/page/dHMKB>
 56. www.hrw.org/news/2020/06/04/us-suspend-deportations-during-pandemic.
 57. www.euronews.com/2020/04/29/countries-suspending-immigration-detention-due-to-coronavirus-let-s-keep-it-that-way-view; https://elpais.com/elpais/2020/04/20/migrados/1587366335_153379.html.



Chapitre 3

Santé

Pour gérer et vaincre la pandémie, qui met en difficulté de nombreux systèmes de santé, il est essentiel de prendre des mesures sanitaires efficaces. Fournir aux migrants et réfugiés, gratuitement et de façon équitable, des moyens de prévention, des tests de dépistage, des traitements et des soins est crucial. Selon l'article 35 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, « toute personne a le droit d'accéder à la prévention en matière de santé et de bénéficier de soins médicaux dans les conditions établies par les législations et pratiques nationales »⁵⁸. L'article 28 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille dispose :

Les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont le droit de recevoir tous les soins médicaux qui sont nécessaires d'urgence pour préserver leur vie ou éviter un dommage irréparable à leur santé, sur la base de l'égalité de traitement avec les ressortissants de l'État en cause. De tels soins médicaux d'urgence ne leur sont pas refusés en raison d'une quelconque irrégularité en matière de séjour ou d'emploi⁵⁹.

L'accès aux soins de santé est un problème majeur pour les réfugiés et migrants, qui, souvent, risquent tout particulièrement d'être infectés (parce qu'ils vivent dans des logements, des centres d'accueil ou des camps de réfugiés surpeuplés et dotés d'installations sanitaires médiocres) et de présenter des symptômes graves (du fait de leur accès restreint à des soins médicaux adéquats dispensés en temps voulu). Le problème se pose notamment pour certaines catégories de migrants marginalisés. En Turquie, par exemple, les réfugiés enregistrés ont gratuitement accès à divers services publics, tels que les soins de santé et l'éducation, tandis que les migrants en situation irrégulière hésitent souvent à consulter des prestataires de santé par peur d'être placés en détention⁶⁰. D'autres gouvernements ont mis en place des dispositifs qui encouragent les migrants à se rendre dans des centres de santé et à se faire soigner ou se mettre en quarantaine sans peur. Au Qatar, les travailleurs placés en quarantaine touchent l'intégralité de leur salaire pendant cette période d'isolement⁶¹. L'Arabie saoudite a décidé que toutes les personnes infectées par le coronavirus, y compris celles

58. Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. Guidance on infection prevention and control of coronavirus disease (COVID-19) in migrant and refugee reception and detention centres in the EU/EEA and the United Kingdom – Juin 2020, ECDC, Stockholm : www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/covid-19-guidance-prevention-control-migrant-refugee-centres.

59. <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CMW.aspx>.

60. Kirisci K. et Erdogan M., Turkey and COVID-19: don't forget refugees, Brookings Institution, Washington D.C. : www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/04/20/turkey-and-covid-19-dont-forget-refugees/.

61. www.thepeninsulaqatar.com/article/01/04/2020/Workers-in-quarantine-to-get-full-salary,-says-Ministry-of-Labour.

en situation irrégulière, seraient soignées gratuitement⁶² et les Émirats arabes unis et le Koweït proposent des tests gratuits aux expatriés⁶³.

Pour atténuer les risques de santé publique dus au fait que certaines catégories de la population sont exclues des soins de santé, le Réseau des Nations Unies sur les migrations préconise que tous les migrants bénéficient des efforts de lutte contre la covid-19, cette inclusion devant être partie intégrante de l'action menée en matière de santé publique, et que les autorités prennent des mesures pour combattre la xénophobie, la discrimination et la violence contre les migrants et autres groupes minoritaires liées à la pandémie^{64, 65}. Des informations responsables, adaptées et diffusées dans une langue adéquate constituent un élément clé d'une réponse de santé publique inclusive. Au Royaume-Uni, Médecins du monde, la Croix-Rouge britannique et d'autres organisations de la société civile ont mis en place une plateforme d'information qui propose des ressources liées à la covid-19 en 60 langues⁶⁶. Avec le soutien financier de l'Autorité de l'agglomération de Londres, ces organisations traduisent également les consignes officielles sur la covid-19 établies par le Service national de santé⁶⁷. Aux États-Unis, les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) proposent des supports d'information et de communication (y compris des supports audio-visuels) en 34 langues et ont mis au point un ensemble d'outils de communication destinés aux migrants et aux réfugiés⁶⁸. En Australie, le Département de la santé fournit plus de 1 300 supports d'information et de communication sur la covid en 74 langues, qui s'adressent à la plupart des habitants du pays de langues et de cultures diverses⁶⁹.

Outre les obstacles liés à l'information et à la langue, l'accès des migrants et des réfugiés aux soins de santé se heurte souvent à des difficultés plus structurelles, qui ont trait aux coûts, à la prise en compte insuffisante de leur culture dans la prestation de services et à la peur d'être arrêté et expulsé. Il convient d'adopter des approches plus adaptées et plus spécifiques pour remédier à ces écueils.

La Corée du Sud et la Malaisie ont cherché à surmonter de tels obstacles en prenant en charge le coût des tests de dépistage de la covid-19 pour toute personne se trouvant sur leur territoire et ont encouragé les migrants en situation irrégulière à se faire tester, tout en veillant à ce qu'une séparation claire existe entre les systèmes de soins de santé et d'immigration⁷⁰. L'Irlande a également décidé de fournir des soins

62. www.arabnews.com/node/1650026/saudi-arabia.

63. www.meed.com/latest-news-on-the-pandemics-economic-impact.

64. <https://smw.ch/article/doi/smw.2020.20263>.

65. www.theglobeandmail.com/canada/article-provinces-urged-to-scrap-wait-period-for-newcomers-to-access-public/.

66. Doctors of the World, Conseils sur le coronavirus: dernières informations des pouvoirs publics traduites en 60 langues: https://www.doctorsoftheworld.org.uk/translated-health-information/?_language=french-francais&_gr=coronavirus-information.

67. www.london.gov.uk/coronavirus/covid-19-resources-and-services-your-language.

68. www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/need-extra-precautions/communication-toolkit.html.

69. www.health.gov.au/resources/translated?search_api_views_fulltext=covid%2F19.

70. www.rsis.edu.sg/rsis-publication/nts/global-health-security-impact-of-covid-19-can-irregular-migrants-cope/#.XqG8KpozYb7; <https://msf-seasia.org/blogs/18851>.

de santé liés à la covid-19, y compris des services de dépistage, à toute personne, indépendamment de son statut⁷¹.

Les Maldives ont établi à l'intention des travailleurs expatriés et migrants un centre de soins où il n'est pas nécessaire de présenter un permis de travail ou d'autres documents⁷². Aux États-Unis, on a pu constater que des unités de soins mobiles réduisaient les difficultés d'accès structurelles à la santé en apportant un soutien adapté sur le plan culturel et linguistique et en mettant les immigrants en relation avec le système de santé américain⁷³. En Espagne, la ville de Carthagène facilite l'accès aux soins de santé des migrants et des réfugiés non enregistrés ou sans papiers, en coordination avec le Service de santé de la région de Murcie, notamment en vérifiant et en prolongeant la couverture sanitaire des migrants dont les permis de séjour sont arrivés à expiration, en fournissant des conseils sur l'obtention de soins de santé à titre provisoire et en facilitant l'accès aux médicaments des personnes à risque ou victimes d'exclusion sociale (dans le cadre d'un accord avec l'Association des pharmaciens)⁷⁴. Comme cela a été précédemment mentionné (au chapitre 2), le Portugal et l'Italie ont cherché à accroître l'accès aux soins de santé au moyen de procédures de régularisation⁷⁵.

Les organisations du tiers secteur contribuent pour beaucoup à fournir des conseils et une assistance pratique en matière de santé aux communautés et groupes particulièrement exposés au risque de contracter la covid-19. Par exemple, Médecins sans Frontières, qui a développé ses activités humanitaires dans des pays européens, a ouvert une clinique temporaire à Paris pour donner aux sans-abri des conseils sur les risques et les moyens de se protéger ; cette organisation a également mis en place à Bruxelles un centre de 50 lits où des migrants et des sans-abri peuvent s'isoler et recevoir des soins médicaux⁷⁶. Caritas Hellas a fourni des produits d'hygiène, comme du savon et des lotions antiseptiques, à des migrants et des réfugiés des camps des îles Chios et Lesbos, ainsi que des services de soutien psychosocial à distance aux résidents des camps et à la population locale au moyen de liaisons internet et par téléphone. L'ONG italienne INTERSOS propose des services de dépistage et d'appui



71. UN Migration responds to COVID-19: www.youtube.com/watch?v=NROg9_YEKRY IOM Ireland.
72. COVID-19: Special clinic for expatriate workers established at Hulhumale' preschool: <https://raajje.mv/72934>.
73. <https://news.ucr.edu/articles/2020/07/02/mobile-clinics-can-help-address-health-care-needs-latino-farmworkers>.
74. Cités interculturelles : page spéciale COVID-19: www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page, Conseil de l'Europe, Strasbourg.
75. da Silva C., Portugal's COVID-19 strategy to treat immigrants like citizens is working, Newsweek 18 juin 2020: www.newsweek.com/portugal-protecting-public-health-amid-coronavirus-pandemic-means-protecting-migrant-health-too-1506817. Portugal: COVID-19 measure – services ensured for people with pending applications for asylum regularisation, European Council on Refugees and Exiles, Weekly Bulletin, 2 avril 2020: www.ecre.org/portugal-covid-19-measure-services-ensured-for-people-with-pending-applications-for-asylum-or-regularisation/.
76. Confinement: une clinique éphémère pour les personnes sans-abri à Paris: <http://www.msf.org/msf-steps-covid-19-response-europe>.

et des conseils relatifs à la covid-19 aux sans-abri, aux personnes vivant dans des campements informels et aux travailleurs agricoles⁷⁷.

À Botkyrka (Suède), l'Église de Suède propose des services d'assistance psychologique aux personnes ayant perdu un proche à cause de la COVID-19⁷⁸. À Bologne, l'Association Diversa/mente Association fournit des services de soutien psychologique gratuits aux migrants et bénévoles⁷⁹. TNA (Etnapsicologia analitica) dispense des services de soutien psychologique aux migrants et aux personnes qui travaillent dans les centres d'accueil⁸⁰. Terre des Hommes Italie, dont les psychologues sont des experts des situations d'urgence, conseille en plusieurs langues sur les bonnes pratiques à adopter pour faire face à la situation⁸¹.

À Singapour, les organisations de la société civile complètent l'assistance apportée par les prestataires de soins de santé du secteur public de façon à atteindre les travailleurs migrants locaux, en fournissant par exemple des services et des informations d'experts sur la covid-19⁸². Médecins du monde Royaume-Uni a mis en place à l'intention des demandeurs d'asile et des migrants en situation irrégulière une ligne téléphonique d'assistance ouverte tous les jours, qui permet de donner des conseils sur la covid-19, de faciliter l'inscription auprès des médecins locaux, de tenir des consultations à distance en cas de problème urgent, de recevoir des médicaments prescrits sur ordonnance et d'organiser l'accès à des soins hospitaliers⁸³. L'Association médicale britannique (le syndicat et l'association professionnelle des médecins du Royaume-Uni) a mis au point un ensemble d'outils sur la santé des patients réfugiés et demandeurs d'asile, qui donne aux soignants des conseils sur la façon de traiter de tels patients, leurs besoins de santé particuliers et les moyens à déployer pour vaincre les obstacles aux traitements⁸⁴. Match4Healthcare, un site web à code source ouvert créé par des étudiants, met en relation des professionnels de la santé et des bénévoles - des citoyens allemands ou des étrangers vivant en Allemagne - avec des centres de soins et d'accueil qui ont besoin d'aide⁸⁵.

Fruit de la collaboration de l'Organisation mondiale de la Santé, du système des Nations Unies et de centres de recherche, ApartTogether est une enquête de portée mondiale accessible en 37 langues, qui vise à évaluer la situation des réfugiés et des migrants face aux effets de la covid-19 sur la santé publique et la façon dont ils font

77. L'interveno di Intersos : <http://www.intersos.org/emergenza-covid-19/italia/>.

78. Cités interculturelles : page spéciale COVID-19 : <http://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page>, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

79. www.associazionediversamente.org/dmte/2020/04/supporto-psicologico-transculturale-online-per-lemergenza-covid-19/.

80. www.etnopsicologianalitica.com/.

81. <https://terredeshommes.it/terre-des-hommes-in-campo-contro-il-coronavirus/>.

82. www.healthserve.org.sg/.

83. Doctors of the World UK, Supporting and getting health care to vulnerable migrants during Covid : www.doctorsoftheworld.org.uk/our-work/coronavirus-response/uk-supporting-and-getting-healthcare-to-vulnerable-migrants-during-covid/.

84. BMA refugee and asylum seeker health resource, British Medical Association, Londres, 2019 : www.bma.org.uk/advice-and-support/ethics/refugees-overseas-visitors-and-vulnerable-migrants/refugee-and-asylum-seeker-patient-health-toolkit.

85. <https://match4healthcare.de/>.

face à ces difficultés. Les résultats aideront les décideurs à apporter une meilleure assistance⁸⁶.

La pénurie de personnel qualifié a constitué une difficulté majeure de la gestion de la crise de la covid-19, alors même que des migrants et des réfugiés ont cherché, dans le monde entier, à contribuer à l'action de santé publique⁸⁷. Un certain nombre de pays ont pris des dispositions pour permettre aux professionnels de santé ayant des diplômes étrangers d'aider à répondre à la demande de soins de santé⁸⁸. Dans plusieurs pays européens, la principale approche suivie a consisté à autoriser des soignants étrangers à travailler dans les systèmes de santé nationaux, ce que beaucoup d'entre eux n'avaient pas le droit de faire auparavant. Des exemples en sont donnés au chapitre 6 (Travail et emploi).

86. www.aparttogetherstudy.org/.

87. <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/5/5ec28757a/medecins-refugies-veulent-joindre-lutte-contre-pandemie-covid-19.html>.

88. OCDE 2020. Contribution des médecins et infirmiers migrants à la lutte contre la crise de la covid-19 dans les pays de l'OCDE, OCDE, Paris: <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/contribution-des-medecins-et-des-infirmiers-migrants-a-la-lutte-contre-la-crise-du-covid-19-dans-les-pays-de-l-ocde-63ff0143/>.



Chapitre 4

Logement et abri

Le lieu de vie est le premier rempart contre la covid-19, dans la mesure où il permet de s'isoler et de pratiquer la distanciation sociale. Pour de nombreux migrants et réfugiés, le manque d'accès à des conditions de vie décentes est un facteur clé de vulnérabilité face au virus, car ils n'ont guère d'autre possibilité que de rester dans des hébergements surpeuplés et insalubres. Divers projets d'aide en matière de logement et d'abri ont donc été menés en direction des migrants et réfugiés pendant la pandémie. Certains visaient à fournir un hébergement (temporaire), souvent en utilisant ou en adaptant des bâtiments existants, ou à désengorger des structures spécifiques (comme des camps ou des baraquements) abritant de nombreux migrants, afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ces travaux ont souvent été menés par les autorités municipales et régionales.

Odemira, une commune portugaise qui compte entre 8 000 et 10 000 travailleurs agricoles étrangers, a entrepris de transformer de grands bâtiments, tels que des salles de sport, en des lieux d'hébergement temporaire pouvant chacun accueillir jusqu'à 500 personnes, afin de tenter de prévenir la transmission de la covid-19 en donnant aux travailleurs migrants un logement décent⁸⁹.

Les municipalités de Barcelone et de Lisbonne ont instauré des moratoires sur les loyers des habitations⁹⁰. Groningue a ouvert un centre d'accueil d'urgence destiné aux étrangers arrivant aux Pays-Bas qui n'avaient plus accès aux procédures de demande d'asile. À Bruxelles, les autorités régionales ont affecté deux hôtels de 220 places au total à l'accueil des migrants privés d'accès aux services de logement officiels ou associatifs. Caritas Hellas, Caritas Athènes et Catholic Relief Services participent au programme ESTIA (appui d'urgence à l'intégration et à l'hébergement) dirigé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et cofinancé par le Fonds « Asile, migration et intégration » de l'Union européenne, qui accueille près de 26 000 demandeurs d'asile dans l'ensemble de la Grèce et leur fournit un hébergement digne et sûr, ainsi qu'une assistance économique⁹¹.

89. Portuguese municipality prepares 500 quarantine places for foreign agricultural workers, 17 mars 2020, European Web Site on Integration: Migrant Integration Information and good practices : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/portuguese-municipality-prepares-500-quarantine-places-for-foreign-agricultural-workers>; Coronavírus: Odemira tem 500 lugares para quarentena de imigrantes. Público 17 mars 2020 : www.publico.pt/2020/03/17/sociedade/noticia/coronavirus-odemira-500-lugares-quarentena-imigrantes-1908173.

90. Barcelone – Moratoire sur les loyers. Cities for Global Health 2020 : www.citiesforglobalhealth.org/initiative/barcelona-rent-moratorium; Câmara Municipal de Lisboa 2020, document de synthèse des mesures à prendre contre la covid-19 : <https://covidnews.eurocities.eu/wp-content/uploads/2020/03/Lisbon-Covid-19-measures.pdf>; Conseil de l'Europe, 2020, Cités interculturelles : page spéciale COVID-19 : <http://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page>.

91. Caritas in Greece protects the rights of migrants and refugees facing COVID-19, Reliefweb 16 juin 2020 : <https://reliefweb.int/report/greece/caritas-greece-protects-rights-migrants-and-refugees-facing-covid-19>; <http://estia.unhcr.gr/en/home/>.

De nombreux autres pays ont pris des mesures spécifiques pour désengorger les camps de réfugiés et de transit et les centres d'accueil ou de rétention de migrants. Le Qatar a par exemple ordonné que les conditions de vie des travailleurs migrants soient améliorées dans les structures d'hébergement qui leur sont réservées⁹².

Les mesures visant à aider les personnes vulnérables sans abri peuvent également bénéficier aux migrants et réfugiés. Avant la pandémie, l'Europe comptait environ 700 000 personnes sans abri. Dans la plupart des États de l'Union européenne, il n'y a pas eu suffisamment de tests de dépistage pour les sans-abri, migrants compris, qui souvent ne sont pas en mesure de s'isoler ensuite en sécurité. Des abris temporaires ont été installés dans des gymnases, des hôtels et des bâtiments inoccupés pour y confiner des personnes sans abri qui présentent des symptômes de la covid-19 ou ont été testées positives⁹³. À Budapest, le bureau du maire a annoncé en mai qu'il allait transformer une aile de la mairie (auparavant destinée à accueillir la galerie d'art de la ville) en un foyer temporaire pouvant héberger 500 sans-abri qui risquent de subir des violences en vivant dans la rue⁹⁴. En coopération avec le gouvernement central et le Groupe Intercontinental Hotels, le maire de Londres a obtenu que 300 chambres d'hôtel soient réservées à des personnes qui dormaient auparavant dans la rue pour leur permettre de s'isoler de leur plein gré pendant 12 semaines⁹⁵. Le conseil municipal de Bristol a hébergé plus de 300 sans-abri dans des centres d'accueil d'urgence, y compris des migrants dotés du statut de « non-recours aux fonds publics » qui les empêche de bénéficier de l'aide de l'État. Bristol a également mis en place une équipe spéciale municipale intégrée, composée de représentants des pouvoirs publics locaux et de la société civile et chargée de définir l'appui et les solutions à plus long terme à apporter à toute personne hébergée en urgence. En partenariat avec des organisations locales à but non lucratif coordonnées par la Coopérative Farsi Prossimo, Milan a mis en place à l'intention des sans-abri et des jeunes migrants non accompagnés des centres d'hébergement dans lesquels est effectuée une surveillance de la covid-19⁹⁶. Avec le concours de la Croix-Rouge allemande, Stuttgart a ouvert en mars plus de 300 places d'hébergement, destinées en particulier aux réfugiés et aux sans-abri⁹⁷. Le conseil municipal de Leeds a fourni un hébergement temporaire à des demandeurs d'asile sans abri qui n'avaient pas accès à l'aide publique; des mesures ont également été prises pour venir en aide aux victimes de violences domestiques⁹⁸.

92. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33625>.

93. Koh D. (2020), « Migrant Workers and COVID-19 », in *Occupational and Environmental Medicine* 77(9), pp. 634-636 : <https://oem.bmj.com/content/77/9/634>; Fifth Overview of Housing Exclusion in Europe 2020, Fondation Abbé Pierre et FEANTSA, Paris et Bruxelles : www.feantsa.org/en/report/2020/07/23/fifth-overview-of-housing-exclusion-in-europe-2020?bcParent=27; <https://oem.bmj.com/content/77/9/634>.

94. Ville de Budapest 2020. City Hall providing shelter for homeless people : <https://koronavirus.budapest.hu/en/2020/05/04/city-hall-providing-shelter-for-homeless-people/>. Il existe de nombreux autres exemples de villes qui mettent des abris à la disposition des sans-abri et des voyageurs en général, les migrants et réfugiés pouvant être ou non inclus, bien que cela ne soit pas précisé.

95. Mayor of London, 21 March 2020, London's rough sleepers to be offered hotel beds to isolate : <http://www.london.gov.uk/press-releases/mayoral/rough-sleepers-to-be-offered-hotel-beds-to-isolate>.

96. www.mayorsmigrationcouncil.org/covid19-1.

97. Stuttgart – shelter for quarantine patients, 28 March 2020. Eurocities live updates COVID-19 : <https://covidnews.eurocities.eu/2020/03/28/stuttgart-shelter-for-quarantine-patients/>.

98. Cités interculturelles : page spéciale COVID-19 : <http://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page>.

Europe Must Act, un mouvement social qui prône des politiques migratoires plus humaines, a pour objectif de transférer des réfugiés des camps des îles de la mer Égée vers des pays de l'Union européenne. Il s'est doté de plus de 40 sections locales, a rédigé une lettre ouverte aux dirigeants de l'Union européenne qui a été signée par 160 organisations locales à but non lucratif et 100 000 particuliers et a lancé la campagne #CitiesMustAct, qui incite les citoyens à demander aux autorités locales de s'engager à accueillir des réfugiés des îles grecques⁹⁹. Dix villes européennes, dont Amsterdam, Barcelone et Leipzig, se sont engagées à héberger de jeunes migrants non accompagnés provenant de ces camps¹⁰⁰.

Afin de réduire les risques liés à la surpopulation des campements de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, de nombreux pays ont tenté de désengorger ces lieux de vie. Certaines personnes ont ainsi été transférées vers d'autres sites, et des campements établis dans des zones particulièrement dangereuses ont été fermés. En Grèce, par exemple, des efforts ont été faits, avant l'incendie qui a eu lieu à Moria en septembre 2020, pour acheminer des migrants vulnérables¹⁰¹ sur le continent ainsi qu'à l'étranger¹⁰². Cependant, les camps de Lesbos, Kos, Chios, Samos et Leros et de la Grèce continentale continuent de fonctionner au-dessus de leurs capacités d'accueil¹⁰³, près de 100 000 demandes d'asile étant en attente d'examen devant les autorités grecques¹⁰⁴.

En outre, les personnes ayant obtenu le statut de réfugié ont été priées de quitter ces camps et doivent subvenir à leurs propres moyens sans aucune protection socio-économique¹⁰⁵.

Pour lutter contre la flambée épidémique de covid-19 parmi les travailleurs migrants logés dans des dortoirs, le gouvernement de Singapour a, en plus d'une vaste campagne de dépistage, cherché à désengorger les lieux d'hébergement de migrants en mettant rapidement à leur disposition des abris supplémentaires¹⁰⁶. De même, de nombreux pays ont, pendant la pandémie, remis en liberté des migrants détenus dans des centres de rétention surpeuplés. C'est par exemple le cas du Portugal, de la

99. Hitchings-Hales J., « A new movement in Europe is demanding that cities welcome refugees amid COVID-19 », Global Citizen, 6 mai 2020, accessible à : www.globalcitizen.org/en/content/refugees-covid-19-europe-must-act-citiesmustact/.

100. Rankin J., « Cities lobby EU to offer shelter to migrant children from Greece », The Guardian, 24 février 2020 : www.theguardian.com/world/2020/apr/24/cities-lobby-eu-to-offer-shelter-to-migrant-children-from-greece?fbclid=IwAR1RXEUAX7gwexjqHnj0aDrlDFUYn8VRhQJyoaDFC5-tt1dL3WCcxZn6kZs.

101. www.euronews.com/2020/05/03/greece-transfers-almost-400-migrants-from-lesbos-island-to-mainland.

102. www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/world/202004025TO76413/meps-call-for-measures-to-prevent-covid19-crisis-in-refugee-camps; https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-9-2020-002407-ASW_EN.html; www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/8/5f467402a/pouvait-lire-bonheur-visages.html; https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/QANDA_20_1291; http://www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-9-2020-002407-ASW_EN.html.

103. <https://www.dailysabah.com/politics/eu-affairs/greece-expels-11000-refugees-from-government-housing-amid-covid-19-pandemic>.

104. <http://www.infomigrants.net/en/post/26556/close-to-100-000-asylum-applications-still-pending-in-greece>.

105. www.hrw.org/news/2020/08/20/chaos-moria-despair-athens-greece.

106. www.economist.com/asia/2020/06/18/singapore-promises-roomier-digs-for-migrant-workers.

France, du Japon, de l'Indonésie et des Pays-Bas¹⁰⁷. Ces remises en liberté partielles ou intégrales ont eu lieu dans le monde entier, du Mexique à l'Indonésie, du Pérou au Royaume-Uni et aux États-Unis¹⁰⁸.

L'Espagne a été l'un des premiers pays à remettre en liberté des personnes détenues dans des centres de rétention d'étrangers (Centros de Internamiento para Extranjeros), où sont placés des individus dans l'attente de leur expulsion¹⁰⁹. Les frontières étant fermées, les expulsions n'étaient plus d'actualité, ce qui a incité les autorités à ordonner la libération de personnes placées en détention. En mai 2020, les centres de rétention de la plus grande partie de l'Espagne s'étaient vidés¹¹⁰. Les migrants remis en liberté ont été autorisés à séjourner chez des membres de leur famille vivant en Espagne. D'autres, y compris les migrants sans papiers, ont bénéficié de la protection et de l'assistance fournies par le gouvernement en coordination avec des organisations de la société civile¹¹¹.

Des migrants sont cependant restés en détention dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla^{112, 113}.

Aux États-Unis, un juge fédéral a ordonné la remise en liberté des enfants de trois centres de rétention d'immigrants du Texas et de la Pennsylvanie, par peur des risques qui pesaient sur leur santé et leur vie¹¹⁴. D'autres tribunaux américains ont ordonné la libération immédiate de personnes détenues dans le cadre de procédures d'immigration, compte tenu des graves risques sanitaires auxquels les centres de rétention les exposaient¹¹⁵. Les centres de rétention du Royaume-Uni se sont également vidés. Les détenus ayant une adresse dans le pays ont été autorisés à rentrer chez eux et les autres ont bénéficié de logements et de protection¹¹⁶. Au Japon, les migrants ayant besoin de soins médicaux qui n'avaient pas commis de crime grave ont été libérés en mai des centres de rétention¹¹⁷.

Des organisations internationales, y compris le Réseau des Nations Unies sur les migrations, ont publié des lignes directrices visant à guider l'action menée par les gouvernements et d'autres parties prenantes auprès des migrants placés en

107. <https://foreignpolicy.com/2020/07/31/coronavirus-asylum-end-immigration-detention-spain-france-end-of-fortress-europe/>.

108. www.euronews.com/2020/04/29/countries-suspending-immigration-detention-due-to-coronavirus-let-s-keep-it-that-way-view; www.globaldetentionproject.org/covid-19-immigration-detention-platform#Mexico.

109. www.lavanguardia.com/politica/20200319/474263064358/interior-abre-puerta-liberar-internos-cie.html.

110. www.globaldetentionproject.org/countries/europe/spain; <https://elpais.com/espana/2020-05-06/se-vacian-los-centros-de-internamiento-de-extranjeros-por-primera-vez-en-tres-decadas.html>.

111. www.elsaltodiario.com/coronavirus/defensoria-del-pueblo-confirma-la-liberacion-de-internas-del-cie; <https://foreignpolicy.com/2020/07/31/coronavirus-asylum-end-immigration-detention-spain-france-end-of-fortress-europe/>.

112. <https://foreignpolicy.com/2020/07/31/coronavirus-asylum-end-immigration-detention-spain-france-end-of-fortress-europe/>.

113. <http://www.globaldetentionproject.org/countries/europe/spain>.

114. www.globaldetentionproject.org/covid-19-immigration-detention-platform#Mexico.

115. <http://bds.org/wp-content/uploads/Basank-v.-Decker-TRO-Grant.pdf>.

116. www.bbc.com/news/uk-52560093.

117. www.japantimes.co.jp/news/2020/05/01/national/immigration-start-trying-provisional-release-keep-virus-detention/#.Xy1NfSgZPZ.

détention en période de covid-19. La nécessité de trouver d'autres solutions que la détention pendant la pandémie y est soulignée¹¹⁸. Bien que les mesures prises par certaines autorités aient été citées en exemple à cet égard¹¹⁹, la peur demeure de voir les procédures judiciaires reprendre, les ordonnances d'expulsion exécutées et ces centres rouvrir¹²⁰.



118. https://migrationnetwork.un.org/sites/default/files/docs/un_network_on_migration_wg_atd_policy_brief_covid-19_and_immigration_detention_0.pdf.

119. <https://foreignpolicy.com/2020/07/31/coronavirus-asylum-end-immigration-detention-spain-france-end-of-fortress-europe/>.

120. www.publico.es/sociedad/cierre-cie-coronavirus-espejismo-cie-vacios-reabriran-pueda-expulsar-extranjeros.html; www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/ille-et-vilaine-la-cimade-denonce-la-reouverture-du-centre-de-retention-6885981.



Chapitre 5

Éducation

L'accès à l'éducation est considéré comme un droit humain fondamental. Le Pacte mondial pour les migrations prévoit l'accès des enfants et des jeunes migrants à un enseignement inclusif, équitable et de qualité. Cependant, des obstacles juridiques, linguistiques, économiques et psychosociaux nuisent considérablement à l'accès des enfants migrants à l'éducation et les empêchent de tirer pleinement parti des possibilités éducatives existantes¹²¹. Ces obstacles se sont aggravés pendant la pandémie.

En septembre 2020, plus de 875 millions d'élèves du monde entier avaient été touchés par des fermetures d'établissements scolaires¹²². Des écoles et centres d'apprentissage de migrants et de réfugiés ont fermé leurs portes à travers le monde. Cela a par exemple été le cas des écoles du camp Za'atari en Jordanie¹²³ et du camp Dadaab au Kenya¹²⁴, et des centres d'apprentissage du Cox's Bazaar, au Bangladesh¹²⁵, et de Thaïlande¹²⁶. Ces fermetures ont également touché des demandeurs d'asile en Amérique centrale¹²⁷, des enfants déplacés contre leur gré en Afrique de l'Ouest¹²⁸ et des enfants migrants des camps grecs¹²⁹. L'accès à l'éducation des enfants migrants et réfugiés était déjà problématique avant la pandémie : d'après un rapport récent du Haut-Commissariat pour les réfugiés, en 2019 le taux de scolarisation chutait considérablement entre les niveaux primaire et tertiaire, seuls 3 % des jeunes réfugiés s'inscrivant dans l'enseignement tertiaire¹³⁰.

121. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000265866/PDF/265866eng.pdf.multi> (p. 18); www.iom.int/sites/default/files/press_release/file/access-to-education-for-refugee-children.pdf; <https://publications.iom.int/books/etat-de-la-migration-dans-le-monde-2020> (211).

122. <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>.

123. <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/4/5e86dec2a/refugies-syriens-camps-jordanie-sadaptent-mesures-confinement-liees-coronavirus.html>.

124. <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/4/5e7b96c0a/blog-direct-refugies-luttent-contre-crise-covid-19.html>.

125. <https://reliefweb.int/report/bangladesh/rohingya-children-bearing-brunt-covid-disruptions-bangladesh-refugee-camps>.

126. www.unicef.org/thailand/stories/children-and-teachers-migrant-learning-centres-face-challenges-due-covid-19.

127. <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/5/5eba4c25a/enfants-refugies-subissent-durement-consequences-fermeture-ecoles-cause.html>.

128. www.unhcr.org/dach/wp-content/uploads/sites/27/2020/06/Concept-note_The-Impact-of-COVID19-on-Refugee-Education_V17_06.pdf.

129. www.infomigrants.net/en/post/23496/greek-islands-migrant-camps-new-restrictions-to-contain-coronavirus.

130. www.unhcr.org/news/press/2020/9/5f4cc3064/unhcr-report-coronavirus-dire-threat-refugee-education-half-worlds-refugee.html; www.unhcr.org/5f4f9a2b4.

Les pays s'efforcent véritablement d'intégrer dans leur système éducatif les enfants migrants et réfugiés¹³¹ mais se heurtent à cet égard à plusieurs facteurs. Une étude réalisée par le HCR, l'OIM et l'UNICEF met en lumière l'impact du statut migratoire sur la capacité d'accès des jeunes migrants et réfugiés au système éducatif, qui s'ajoute aux obstacles d'ordre linguistique et au manque de systèmes d'appui psychosocial¹³². Plusieurs pays privent explicitement d'accès à l'éducation les enfants migrants en situation irrégulière¹³³. Les mineurs non accompagnés risquent tout particulièrement de rester à l'écart du système éducatif¹³⁴.

L'accès à l'éducation des enfants migrants et réfugiés a été rendu plus difficile encore par les fermetures d'établissements scolaires et la diffusion en ligne, ou à la télévision et à la radio, de l'enseignement du fait des confinements et des restrictions de déplacement¹³⁵. Le fossé numérique et le manque d'accès à des équipements et des réseaux de base a réduit, notamment pour les enfants handicapés, la possibilité de suivre les programmes scolaires¹³⁶. Parmi les enfants de groupes marginalisés, les fermetures d'établissements scolaires peuvent exacerber les risques de violence et la gravité des effets économiques de la pandémie, entraînant ainsi une hausse du taux d'abandon scolaire, notamment chez les filles, et une probabilité accrue d'être victime de traite ou de trafic d'êtres humains et d'exploitation par le travail ou à des fins sexuelles¹³⁷.

Les gouvernements et d'autres entités se sont efforcés de maintenir l'accès des enfants réfugiés et migrants à l'éducation tout au long de la pandémie, en mettant à l'essai différentes solutions, numériques ou non. Des programmes d'enseignement que l'on peut suivre à son propre rythme ont été mis au point. Ils permettent une

-
131. www.sirius-migrationeducation.org/wp-content/uploads/2018/10/Refugee-children-in-education-in-Europe.-How-to-prevent-a-lost-generation.pdf; www.savethechildren.net/news/over-200000-lone-child-migrants-left-uncertain-fates-europe#:~:text=Some%20210%2C000%20unaccompanied%20children%20sought,Save%20the%20Children%20said%20today.&text=%E2%80%9CThe%20way%20Europe%20has%20treated,hour%20of%20need%20is%20unacceptable.
 132. www.iom.int/sites/default/files/press_release/file/access-to-education-for-refugee-children.pdf; www.hrw.org/report/2019/12/03/are-we-not-human/denial-education-rohingya-refugee-children-bangladesh.
 133. www.iom.int/sites/default/files/press_release/file/access-to-education-for-refugee-children.pdf.
 134. <https://reliefweb.int/report/france/france-children-left-limbo-despite-covid-19>; www.euronews.com/2020/05/04/as-coronavirus-sweeps-europe-unaccompanied-refugee-children-becoming-more-vulnerable-view; www.dailysabah.com/politics/child-refugees-struggle-to-survive-in-balkans-europe-fails-to-come-up-with-solid-stance/news; www.hrw.org/news/2020/04/02/european-court-orders-france-protect-unaccompanied-migrant-child.
 135. <https://data.unicef.org/resources/migrant-and-displaced-children-in-the-age-of-covid-19/>.
 136. <https://reliefweb.int/report/bangladesh/educational-support-help-rohingya-children-access-quality-remote>; www.epi.org/blog/access-to-online-learning-amid-coronavirus-and-digital-divide/; www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/covid-19-au-moins-un-tiers-des-%C3%A9l%C3%A8ves-dans-le-monde-na-pas-eu-acc%C3%A8s-%C3%A0; www.inquirer.com/opinion/commentary/digital-divide-philadelphia-immigrant-communities-coronavirus-remote-learning-20200823.html; https://laureatesandleaders.org/wp-content/uploads/2020/09/A_FAIR_SHARE_FOR_CHILDREN_REPORT_9SEPT2020.pdf; <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/76131.pdf>.
 137. <https://news.un.org/en/story/2020/08/1071062>; www.iom.int/sites/default/files/documents/covid-19_analytical_snapshot_17_impacts_on_migrant_children_and_youth_0.pdf; www.globalpartnership.org/blog/displacement-girls-education-and-covid-19.

certaines souplesses pour ce qui est de l'accès aux programmes scolaires et au réseau électrique et à internet¹³⁸.

En Turquie, dans le cadre d'un projet financé par l'UE, le ministère de l'Éducation et le PNUD ont mis en place à l'intention des réfugiés syriens un modèle d'apprentissage hybride, qui associe enseignement présentiel et enseignement en ligne. Ce modèle, qui a été introduit en 2019 et comprend un enseignement en ligne du programme scolaire, des possibilités d'étude autonome souples et l'apport d'un soutien direct par des enseignants, s'est imposé pendant la pandémie comme une composante essentielle d'un enseignement incluant les réfugiés¹³⁹.

En Jordanie, dans les camps de réfugiés d'Azraq et Za'atari, des dispositions sont actuellement prises pour permettre aux élèves handicapés, notamment à ceux atteints de déficiences auditives ou de troubles de la parole, de poursuivre leur scolarité. Des tablettes contenant du matériel pédagogique et des applications adaptées à un public handicapé ont été distribuées à de nombreux enfants. Les parents sont associés à cet effort et apprennent à apporter un appui à l'enseignement de leurs enfants à domicile¹⁴⁰. Lebanese Alternative Learning, une organisation à but non lucratif qui propose des moyens d'accès alternatifs à l'éducation et des utilisations novatrices des technologies visant à favoriser l'apprentissage, fournit à des enfants réfugiés un accès flexible à du contenu numérique et aux programmes scolaires¹⁴¹.

Dans le centre de réfugiés de Dadaab, au Kenya, les enseignants se servent d'une station radio locale et de groupes WhatsApp pour joindre et contacter directement les élèves¹⁴². De nombreux élèves utilisent des systèmes de connexion en ligne complémentaires de l'enseignement, notamment les programmes Borderless Higher Education for Refugees (BHER) et Instant Network Schools (INS)¹⁴³. Ce dernier, qui bénéficie de l'appui de la Fondation Vodafone, vise à surmonter les difficultés d'accès en reliant les élèves et les enseignants à des ressources pédagogiques et est mis en œuvre dans 20 établissements d'enseignement qui accueillent des populations réfugiées. La plateforme permet d'accéder à des ressources éducatives et sanitaires qui aident les communautés de réfugiés à rester au fait des dernières informations disponibles sur la covid-19¹⁴⁴. Là où les élèves ne peuvent accéder à INS, d'autres plans d'études sont mis en œuvre grâce à WhatsApp¹⁴⁵.

Dans la zone d'installation de réfugiés de Kyangwali, en Ouganda, des organisations dirigées par des réfugiés contribuent à assurer la continuité de l'enseignement à

138. <https://gemreportunesco.wordpress.com/2020/07/13/three-innovative-responses-to-covid-19-that-have-removed-barriers-to-learning-for-the-most-marginalised/>; <https://en.unesco.org/news/supports-education-authorities-lebanon-ensure-continuity-education-inclusion-and-equity>.

139. <https://reliefweb.int/report/turkey/coronavirus-forces-classroom-learning-go-online-across-world-project-syrian-refugees>.

140. <https://gemreportunesco.wordpress.com/2020/07/13/three-innovative-responses-to-covid-19-that-have-removed-barriers-to-learning-for-the-most-marginalised/>.

141. <https://wsa-global.org/winner/r2t-reach-to-teach-tabshoura/>; www.linkedin.com/pulse/drosbox-winner-world-summit-awards-2019-patrick-habib/.

142. www.unhcr.org/uk/news/stories/2020/4/5ea28f144/refugee-students-lessons-radio-during-kenya-school-shutdown.html.

143. Ibid.

144. www.vodafone.com/covid19/news/how-vodafone-foundation-continues-to-support-refugee-education.

145. Ibid.

domicile pendant les fermetures d'établissements scolaires. COBURWAS International Youth Organization to Transform Africa (CIYOTA), qui fournit des services éducatifs et s'emploie à favoriser l'esprit d'entreprise parmi les enfants et les jeunes réfugiés, s'est associé à des partenaires pour remédier aux obstacles rencontrés par les populations réfugiées, et notamment à leur accès limité à internet et à l'électricité. L'organisation a adopté un modèle multimodal, qui consiste à distribuer des textes écrits à la main, à diffuser du contenu audio et vidéo sur WhatsApp et à donner accès aux plateformes en ligne du gouvernement. CIYOTA a en outre pour objectif de renforcer les capacités éducatives en établissant un réseau de bénévoles locaux, comprenant notamment des enseignants et des diplômés, qui fournissent un système de soutien et un cadre d'apprentissage au niveau des villages, et en mettant au point une plateforme d'apprentissage en ligne adaptée aux conditions de vie des réfugiés et à leur accès restreint à la technologie¹⁴⁶.

Dans la « ville de tentes » de Matamoros, un camp de transit situé à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, la Sidewalk School for Children of Asylum Seekers (l'école du trottoir pour les enfants de demandeurs d'asile) a transféré ses activités en ligne du fait de la pandémie. Elle dispense des cours aux enfants de migrants et de demandeurs d'asile qui vivent dans les camps - une priorité de plus en plus urgente à l'heure où de nombreuses personnes sont bloquées à la frontière du fait du durcissement des politiques d'immigration et de la fermeture des frontières¹⁴⁷. Les enseignants sont également des demandeurs d'asile qui parlent espagnol¹⁴⁸. Des tablettes fournies par l'école et des donateurs ont été remises à de nombreux élèves pour faciliter leur adaptation à l'apprentissage en ligne¹⁴⁹.

La plateforme de code source ouvert de Learning Equality, Kolibri, est une autre technologie novatrice qui aide à surmonter les problèmes d'accès à internet, notamment parmi les populations vulnérables et marginalisées. Une fois le contenu pédagogique téléchargé, il peut être communiqué à d'autres personnes sans connexion à internet¹⁵⁰. Le HCR et ses partenaires en Ouganda ont utilisé cette application pendant la pandémie¹⁵¹.

Là où l'accès à internet est un obstacle insurmontable, les enseignants ont modifié les cours dispensés en présentiel. Dans le cas des élèves réfugiés de la République centrafricaine qui se trouvent en République démocratique du Congo, les écoles ont restreint le nombre d'élèves par classe de façon à respecter les règles de distanciation physique. Des salles de classe mobiles et l'utilisation d'équipements de

146. <https://mastercardfdn.org/refugee-led-organizations-can-deliver-education-to-refugee-children-during-covid-19-and-beyond/>.

147. www.sidewalkschool.org/what-we-do ; www.aljazeera.com/indepth/features/mexico-border-sidewalk-school-teaching-migrant-children-200414011427764.html.

148. www.wfxrtv.com/news/back-to-school/sidewalk-school-for-migrant-children-welcomes-new-academic-year-despite-pandemic/.

149. Ibid.

150. <https://learningequality.org/kolibri/>.

151. www.weforum.org/agenda/2020/09/four-ways-refugees-continued-their-education-during-lockdown/.

protection ont permis au projet Aula Móvil de dispenser un enseignement à des réfugiés vénézuéliens à La Paz¹⁵².

Dans l'UE, le Réseau SIRIUS sur les politiques d'éducation des migrants mène une enquête en vue de comprendre les difficultés rencontrées et les bonnes pratiques adoptées par les écoles et les enseignants pendant la pandémie pour assurer l'accès à l'éducation des enfants issus des migrations¹⁵³. D'importants efforts ont été déployés pour garantir et préserver l'accès à l'éducation des étudiants étrangers inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur des États membres de l'UE et de l'OCDE. Les procédures d'admission, d'obtention de visa et d'immigration ont été révisées afin d'accorder une certaine souplesse et un traitement prioritaire et d'empêcher que les fermetures de frontières ne nuisent à la scolarité de ces étudiants¹⁵⁴. La réglementation relative aux visas de fin d'études a également été assouplie dans certains pays, dont l'Australie et le Royaume-Uni^{155, 156 et 157}. Pour les universités, de telles mesures sont également nécessaires pour continuer à attirer les étudiants étrangers¹⁵⁸.

Ces exemples montrent que de nombreuses initiatives visant à dispenser l'enseignement nécessaire aux migrants vulnérables s'appuient sur des modèles qui mettent en évidence les besoins éducatifs des enfants migrants et réfugiés ainsi que sur les systèmes d'apprentissage existants. Cependant, dans des lieux comme les camps de migrants des îles grecques, où, il était déjà difficile, même avant la pandémie, de dispenser un enseignement aux enfants, ou chez les enfants des réfugiés rohingya de Cox's Bazaar, la situation s'est dégradée depuis la pandémie et les organismes caritatifs et les organisations internationales peinent à maintenir le peu d'enseignement dispensé, à supposer qu'il y en ait un, ou à trouver des solutions de remplacement¹⁵⁹. Les incendies de Moria ont aggravé la situation dans les camps grecs¹⁶⁰.

152. Ibid.; <https://reporting.unhcr.org/sites/default/files/BOL%20factsheet%20-%20June%202020%20FINAL.pdf>.

153. <https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/call-for-participation-sirius-survey-on-covid-19s-effect-on-vulnerable-learners>.

154. <https://ec.europa.eu/migrant-integration/librarydoc/inform-2-impact-of-covid-19-on-international-students-in-eu-and-oecd-member-states>.

155. <https://thepienews.com/news/australia-considers-post-study-work-visa-adjustment-for-stranded-students/>.

156. <https://thepienews.com/news/uk-confirms-post-study-work-stands-if-onshore-by-april-21/>.

157. <https://thepienews.com/news/institutions-offer-financial-support-to-struggling-students/>.

158. <http://prensa.mites.gob.es/WebPrensa/noticias/inmigracionemigracion/detalle/3859>.

159. www.dw.com/en/world-in-progress-refugee-kids-in-greece-miss-out-on-education/av-54540080; <https://news.un.org/en/story/2020/04/1062592>; www.unicef.org/press-releases/rohingya-children-bearing-brunt-covid-disruptions-bangladesh-refugee-camps-education.

160. www.ipsnews.net/2020/09/helping-make-education-a-reality-for-the-75-million-children-in-conflict-zones/.



Chapter 6

Travail et emploi

Dans le monde entier, la pandémie et les confinements, ainsi que la fermeture de commerces et d'entreprises et la récession économique qui en ont résulté, ont considérablement nui à la capacité des migrants de travailler et de gagner leur vie. Beaucoup d'entre eux ont perdu leur travail et, du fait de leur statut dans leur pays d'accueil, ont peu accès aux aides financières qui les aideraient à faire face à cette insécurité économique¹⁶¹. Sous l'effet des fermetures de frontières et des restrictions de déplacement généralisées, les marchés de l'emploi du monde entier ont été considérablement affaiblis. Les migrants subissent ces répercussions de plein fouet, en étant les premiers à être touchés par les pertes d'emploi, en se trouvant bloqués dans leur pays d'accueil ou en rentrant chez eux sans aucune sécurité quant à leur avenir¹⁶².

Pour favoriser une mobilisation internationale en faveur de la protection des migrants économiques pendant la pandémie, l'OIM a publié à l'intention des employeurs et des recruteurs une série de lignes directrices accessibles en de multiples langues, qui présentent les considérations éthiques à prendre en compte dans le cadre des pratiques de recrutement et d'emploi¹⁶³. En association avec la Chambre de commerce internationale, l'OIM a également mis au point des lignes directrices pour la protection du bien-être physique, psychologique et socio-économique des migrants pendant la pandémie¹⁶⁴. Elle a également publié des documents d'orientation sur la protection des travailleurs migrants¹⁶⁵.

161. www.infomigrants.net/en/post/26440/in-germany-the-coronavirus-disproportionately-affects-migrants;Thailand.

162. <https://publications.iom.int/system/files/pdf/stranded-irregular.pdf>; www.voanews.com/covid-19-pandemic/un-agency-foresees-possible-crisis-within-crisis-migrant-workers-head-home; www.thedialogue.org/analysis/covid-19-impacts-migrant-vulnerabilities-and-remittances-to-latin-america-and-the-caribbean/; www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history.

163. <https://iris.iom.int/covid-19-crisis-response>.

164. www.iom.int/sites/default/files/default/2020_icc_guidance_for_migrant_workers_02.pdf.

165. www.ilo.org/global/topics/labour-migration/WCMS_748791/lang-en/index.htm.

La pandémie a mis en lumière les multiples contributions des travailleurs migrants à la vie économique et sociale et à la viabilité de la société de leur pays d'accueil. Dans le monde entier, les travailleurs agricoles saisonniers, souvent sans papiers, les titulaires d'emplois qualifiés, les travailleurs des secteurs de la logistique, du bâtiment et des services sociaux, et même les étudiants étrangers, participent tous de façon décisive au fonctionnement et à la résilience des sociétés¹⁶⁶. De plus en plus conscients de l'importance de ces travailleurs, les gouvernements ont adopté des mesures visant à les soutenir, par exemple en facilitant l'obtention d'un statut adéquat en matière d'immigration (voir chapitre 1) et d'emploi.

Bon nombre de ces dispositifs sont davantage motivés par les besoins du marché et les intérêts économiques que par des considérations humanitaires ou relatives aux droits humains. Bien que de telles mesures puissent aider les migrants à faire face aux conséquences de la pandémie et à s'en relever, il reste beaucoup à faire pour protéger de façon durable le statut des travailleurs migrants en matière d'emploi et de droit de séjour et leur assurer des conditions de travail décentes.

Dans de nombreux pays, des secteurs économiques essentiels qui dépendent de la présence des travailleurs migrants ont été durement touchés par les mesures de restriction des déplacements adoptées face à la covid-19. L'accroissement de la demande de main-d'œuvre dans ces secteurs a amené des pays à assouplir les restrictions imposées aux déplacements des migrants, en fournissant à ces derniers, ainsi qu'aux réfugiés et demandeurs d'asile, des possibilités d'emploi légales et en améliorant les conditions de travail et les normes de protection sur les lieux de travail.

En avril, le gouvernement allemand a levé l'interdiction de voyager afin de permettre aux travailleurs agricoles saisonniers de revenir et de réduire les effets dévastateurs que cette mesure avait eus sur le secteur agricole. L'accroissement de la demande de main-d'œuvre dans le secteur agricole a conduit à l'assouplissement du droit du travail : des demandeurs d'asile et des migrants n'ayant pas de permis de travail ou n'ayant qu'un permis restreint ont alors pu trouver un emploi dans le secteur agricole¹⁶⁷. Le programme de régularisation de l'Italie (mentionné au chapitre 1) visait également spécifiquement les travailleurs des secteurs de l'agriculture et des services sociaux. De même, la Grèce a accordé des permis de travail à des migrants sans papiers pour répondre aux besoins de main-d'œuvre du secteur agricole¹⁶⁸.

Aux États-Unis, pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre des exploitations agricoles qui dépendent de travailleurs (souvent sans papiers) originaires d'Amérique centrale¹⁶⁹, les travailleurs agricoles ont été considérés comme des travailleurs essentiels¹⁷⁰. Le gouvernement a assoupli les procédures d'obtention du visa de travailleur saisonnier, en supprimant notamment l'obligation de se présenter à un entretien, ce qui a

166. <http://ftp.iza.org/pp155.pdf>.

167. www.infomigrants.net/en/post/24276/germany-to-allow-asylum-seekers-to-work-in-agriculture-until-october.

168. https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/docs/pages/00_eu_31st_emn_bulletin_special_annex_en_0.pdf.

169. www.nytimes.com/2020/04/02/us/coronavirus-undocumented-immigrant-farmworkers-agriculture.html.

170. Ibid.

facilité l'arrivée de travailleurs du Mexique¹⁷¹. Les travailleurs essentiels sans papiers, y compris ceux des secteurs de la santé et de l'agriculture, ont été temporairement exclus des catégories recherchées par les services de répression de l'immigration et des douanes américaines (US Immigration and Customs Enforcement - ICE), les autorités ayant déclaré ne prendre des mesures que contre les personnes détenues pour des activités criminelles ou parce qu'elles présentaient un risque en matière de sécurité publique¹⁷². Bien que cela ait apaisé les craintes d'expulsion immédiate¹⁷³, plusieurs cas de détention de travailleurs par ICE témoignent d'un décalage entre les politiques adoptées et la pratique¹⁷⁴. La pandémie a également fait apparaître au grand jour les conditions abusives que les travailleurs agricoles saisonniers et migrants subissent depuis des années. L'Italie¹⁷⁵, l'Espagne¹⁷⁶, l'Allemagne¹⁷⁷, le Canada¹⁷⁸ et les États-Unis¹⁷⁹ ont été mis en cause à cet égard.

Dans d'autres pays, des accords conclus entre pays d'origine et pays de destination ont donné lieu au renouvellement des visas et à la prolongation de la durée de séjour automatiques pendant le confinement et par la suite. Par exemple, en Thaïlande, près de 100 000 travailleurs du Cambodge, de la République démocratique populaire lao et du Myanmar dont les permis de travail arrivaient à expiration pendant le confinement ont été autorisés à rester et à travailler dans le pays jusqu'à la fin du mois de juillet¹⁸⁰, et, début août, près d'un demi-million de travailleurs migrants dont les permis expiraient en octobre 2020 ont été autorisés à continuer à travailler en Thaïlande jusqu'en mars 2022, à condition de suivre les procédures nécessaires¹⁸¹. Des inquiétudes subsistent cependant quant aux pertes d'emploi et aux conditions de travail¹⁸².

Dans certains pays, des mesures spécifiques ont été prises en faveur des travailleurs migrants. La Nouvelle-Zélande a prolongé les visas de travail temporaires sponsorisés par un employeur ainsi que la durée de séjour des travailleurs migrants à faible revenu qui doivent attendre un an avant de pouvoir revenir travailler dans le pays¹⁸³.

171. Ibid.

172. www.ice.gov/news/releases/updated-ice-statement-covid-19.

173. www.nytimes.com/2020/04/02/us/coronavirus-undocumented-immigrant-farmworkers-agriculture.html.

174. www.wlrn.org/show/latin-america-report/2020-04-07/undocumented-migrants-if-were-essential-workers-during-covid-19-why-detain-us; <https://inthesetimes.com/article/essential-worker-deportation-immigrant-undocumented-daca>.

175. www.theguardian.com/global-development/2020/jul/13/brutal-deaths-of-exploited-migrants-shine-a-spotlight-on-italys-farms.

176. www.infomigrants.net/en/post/26136/strawberry-pickers-plight-exposes-modern-slavery-in-spain; www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26007&LangID=E.

177. www.infomigrants.net/en/post/26355/germany-s-exploited-foreign-workers-amid-coronavirus.

178. www.theguardian.com/world/2020/jul/20/canada-migrant-farm-workers-coronavirus.

179. www.businessinsider.com/immigrant-farm-workers-deemed-essential-but-feel-expendable-2020-5?r=US&IR=T.

180. www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-bangkok/documents/briefingnote/wcms_741920.pdf.

181. www.bangkokpost.com/thailand/general/1962707/govt-to-grant-migrants-longer-stay.

182. www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-bangkok/documents/briefingnote/wcms_741920.pdf.

183. www.mondaq.com/newzealand/work-visas/964080/new-zealand-immigration-update--major-interim-changes-to-temporary-work-visas; www.immigration.govt.nz/about-us/media-centre/news-notifications/the-government-has-made-short-term-changes-to-nz-temporary-work-visas.

Plusieurs pays membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe ont assoupli les mesures en vigueur en vue de soutenir le marché de l'emploi et les migrants en renouvelant les permis de travail et en prolongeant les titres de séjour. Aux Émirats arabes unis, les permis de travail des manœuvres et du personnel d'appui, travailleurs domestiques compris, ont été automatiquement renouvelés et prolongés sans les examens médicaux auparavant obligatoires¹⁸⁴. Le Bahreïn a réduit pendant trois mois, à compter d'avril, les frais de renouvellement et de maintien des permis de travail, décision qui aide les employeurs et empêche les individus concernés de se trouver en situation irrégulière faute de pouvoir acquitter de tels frais¹⁸⁵. Le Qatar a accordé un renouvellement automatique des titres de séjour des travailleurs qui étaient bloqués à l'étranger à cause de la fermeture de frontières et ne pouvaient revenir sur le territoire national¹⁸⁶. L'Arabie Saoudite a également renouvelé automatiquement les autorisations d'entrée et de sortie du territoire des expatriés immobilisés à l'étranger, y compris les manœuvres et les travailleurs domestiques, ainsi que les titres de séjour des étrangers se trouvant sur son territoire¹⁸⁷. Malgré ces mesures, de nombreux cas de discrimination, de conditions de vie et de travail inadéquates et de rapatriements massifs ont été signalés dans la région pendant la pandémie¹⁸⁸.

Dans le monde entier, les migrants, très qualifiés ou non, ont représenté une proportion importante de la main-d'œuvre déployée pour lutter contre la covid-19¹⁸⁹. Pendant la pandémie, certaines catégories de migrants ont pris contact avec les pouvoirs publics pour apporter leur aide, particulièrement aux systèmes de santé¹⁹⁰. La lenteur de la reconnaissance des compétences et de la validation des qualifications acquises à l'étranger a empêché de nombreux professionnels de la santé étrangers d'accéder au marché du travail¹⁹¹. Les pays ont pris diverses mesures visant à les faire

184. <https://u.ae/en/information-and-services/justice-safety-and-the-law/handling-the-covid-19-outbreak/supporting-the-labour-market-in-the-private-sector-in-times-of-covid19/renewal-of-work-permits-and-residence-visas-amid-covid-19>.

185. www.migrant-rights.org/2020/04/bahrain-announces-amnesty-for-irregular-migrants-and-cuts-in-flexi-permit-fees/.

186. www.wgoqatar.com/2020/04/ministry-workers-in-quarantine-to-get-full-salary/.

187. <https://english.alarabiya.net/en/coronavirus/2020/07/15/Coronavirus-Saudi-Arabia-announces-automatic-extension-of-expat-residence-visas>.

188. www.ihrb.org/focus-areas/non-discrimination/covid19-migrant-workers-discrimination; www.aljazeera.com/opinions/2020/6/1/in-the-gulf-migrant-workers-bear-the-brunt-of-the-pandemic/; <https://english.alaraby.co.uk/english/comment/2020/4/8/dont-forget-about-the-gulfs-migrant-workers>.

189. <https://voxeu.org/article/covid-19-immigrant-workers-europe>; www.brookings.edu/blog/future-development/2020/05/22/less-gratitude-please-how-covid-19-reveals-the-need-for-migration-reform/; www.odi.org/migrant-key-workers-covid-19/; <https://time.com/5826166/refugees-coronavirus-healthcare/>; www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/4/5e95b54aa/france-refugies-experience-medicale-veulent-joindre-lutte-contre-crise.html; <https://time.com/5826166/refugees-coronavirus-healthcare/>; <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/contribution-des-medecins-et-des-infirmiers-migrants-a-la-lutte-contre-la-crise-du-covid-19-dans-les-pays-de-l-ocde-63ff0143/>.

190. www.theguardian.com/world/2020/mar/25/covid-19-call-for-fast-track-registration-of-refugee-doctors-in-uk.

191. www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/4/5e95b54aa/france-refugies-experience-medicale-veulent-joindre-lutte-contre-crise.html; www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/5/5ec28757a/medecins-refugies-veulent-joindre-lutte-contre-pandemie-covid-19.html; <https://unric.org/en/the-refugees-at-the-heart-of-the-fight-against-covid-19/>.

participer aux secteurs essentiels¹⁹², en accélérant par exemple la reconnaissance de leurs compétences et qualifications ou en les intégrant directement dans les systèmes concernés pour obtenir un appui immédiat¹⁹³.

L'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie, en particulier, ont permis à des médecins migrants d'exercer leur métier pour répondre à la demande croissante de professionnels de la santé¹⁹⁴. En Espagne, le gouvernement a accordé la priorité à l'octroi de permis de travail, à l'approbation de titres de séjour et à la reconnaissance des compétences de 200 médecins et infirmiers étrangers qui vivaient dans le pays, afin de leur permettre d'exercer dans le système de santé national¹⁹⁵. Il a également été décidé d'engager quelque 2 000 médecins vénézuéliens qui se trouvaient déjà en Espagne et attendaient la validation de leurs qualifications¹⁹⁶. En avril 2020, le gouvernement avait déjà accordé 400 accréditations de qualifications et 390 permis de travail¹⁹⁷.

L'Allemagne a eu besoin d'un plus grand nombre de soignants qualifiés pour faire face à la pandémie, notamment pour tester, contacter et soigner les patients. Près de 2 300 médecins étant malades ou en quarantaine, les autorités sanitaires ont fait appel, y compris sur les réseaux sociaux, à des migrants ayant des qualifications médicales pour aider à combattre la pandémie¹⁹⁸.

Quelque 14 000 médecins syriens réfugiés en Allemagne et attendant la reconnaissance de leurs qualifications ont offert leur aide¹⁹⁹. Début mai, plus de 600 médecins étrangers qui attendaient de recevoir des autorités allemandes l'autorisation d'exercer avaient répondu à l'appel dans plusieurs régions²⁰⁰. La maîtrise de la langue constitue cependant un obstacle de taille car les professionnels de santé doivent avoir une bonne connaissance de l'allemand pour obtenir l'autorisation de pratiquer la médecine.

En avril 2020, la France a autorisé les établissements publics de santé à recruter parmi les réfugiés des professionnels de la santé qualifiés (médecins, chirurgiens-dentistes ou

192. <http://www.unhcr.org/fr/news/press/2020/4/5e958073a/conseil-leurope-hcr-appellent-etats-membres-inclure-praticiens-sante-refugies.html>

193. <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/contribution-des-medecins-et-des-infirmiers-migrants-a-la-lutte-contre-la-crise-du-covid-19-dans-les-pays-de-l-ocde-63ff0143/>.

194. <https://unric.org/en/the-refugees-at-the-heart-of-the-fight-against-covid-19/>; www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-germany-refugees/refugees-to-the-rescue-germany-taps-migrant-medics-to-battle-virus-idUSKBN21C2IG; <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/contribution-des-medecins-et-des-infirmiers-migrants-a-la-lutte-contre-la-crise-du-covid-19-dans-les-pays-de-l-ocde-63ff0143/>.

195. <http://prensa.mites.gob.es/WebPrensa/noticias/inmigracionemigracion/detalle/3758>.

196. « España abre la puerta a más de 2.000 médicos venezolanos para la lucha contra el coronavirus », El Nacional, 16 mars 2020 : www.elnacional.com/mundo/espana-abre-la-puerta-a-mas-de-2-000-medicos-venezolanos-para-la-lucha-contra-el-coronavirus/.

197. « El Gobierno incorpora a cerca de 200 profesionales sanitarios extranjeros al Sistema Nacional de Salud », Infosalus, 27 mars 2020, www.infosalus.com/actualidad/noticia-gobierno-incorpora-cerca-200-profesionales-sanitarios-extranjeros-sistema-nacional-salud-20200327095434.html; <https://english.elpais.com/society/2020-04-15/im-a-radiologist-but-here-im-just-the-house-cleaner.html>.

198. « Germany calls on migrant medics to help tackle coronavirus », The Guardian, 14 avril 2020 : www.theguardian.com/world/2020/apr/14/germany-calls-on-migrant-medics-to-help-tackle-coronavirus.

199. Ibid.

200. www.facebook.com/185347338173082/posts/3576654775708971/?substory_index=0.

pharmaciens) ayant exercé leur profession dans leur pays d'origine. En vertu du Code français de la santé publique, ces personnes doivent être placées sous la responsabilité d'un professionnel français qualifié, et peuvent exécuter des actes médicaux ou pharmaceutiques de pratique courante comme praticien attaché associé²⁰¹. En outre, faute d'effectifs suffisants pour valider les qualifications, de nombreuses régions ont envoyé les candidats directement dans les hôpitaux, ceux-ci étant chargés de procéder aux vérifications nécessaires des antécédents²⁰².

Comme cela a été précédemment indiqué, la plupart des professions de santé sont strictement réglementées et nécessitent l'obtention d'autorisations des autorités nationales de santé. Le Passeport européen de qualifications pour les réfugiés, mis en place par le Conseil de l'Europe en 2017 pour aider les États à évaluer les qualifications des réfugiés et à faciliter leur intégration, contribue à accélérer les procédures d'accréditation et d'octroi d'autorisations en constituant un vivier de soignants réfugiés préalablement évalués, et en coopérant avec les partenaires des Centres nationaux de reconnaissance des qualifications pour déterminer et évaluer les compétences et références des professionnels de santé réfugiés. Ce système de Passeport européen fait appel aux centres de reconnaissance de 10 pays (Allemagne, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Canada, France, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni) ainsi qu'aux autorités publiques et au HCR. Plus de 500 réfugiés ont bénéficié de ce programme en Europe à ce jour²⁰³.

En mars, le Conseil médical irlandais a examiné comment déployer des professionnels de la santé formés hors de l'Union européenne et de l'Espace économique européen pour apporter un « appui essentiel » (par exemple en tant qu'auxiliaires de santé) pendant la crise et a présenté aux demandeurs d'asile les possibilités qui leur étaient offertes de contribuer à la lutte contre la covid-19. Le traitement des demandes a été accéléré pour aider les services de santé²⁰⁴.

Au Royaume-Uni, le gouvernement a accordé gratuitement des visas de travail d'un an à environ 2 800 médecins, infirmiers et membres de professions paramédicales étrangers pour combattre la pandémie²⁰⁵. En mars, des médecins réfugiés qualifiés ont demandé au gouvernement d'accélérer leur accréditation afin de leur permettre de contribuer à la lutte contre la pandémie. Certains ont déclaré travailler comme chauffeurs de taxi ou dans le secteur de la vente à emporter à cause de la lenteur, du

201. « Mobilisation citoyenne : les réfugiés diplômés hors UE peuvent contribuer au service public de santé », Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés, Paris : 14 avril 2020 : <https://accueil-integration-refugies.fr/2020/04/14/les-refugies-peuvent-contribuer-au-service-public-de-sante/>.

202. <https://time.com/5826166/refugees-coronavirus-healthcare/>.

203. « Le Conseil de l'Europe et le HCR appellent les États membres à inclure des praticiens de santé réfugiés dans la lutte contre le Covid-19 » : www.unhcr.org/fr/news/press/2020/4/5e958073a/conseil-leurope-hcr-appellent-etats-membres-inclure-praticiens-sante-refugies.html ; www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2020/5/5ec3924f4/covid-19-eqpr-des-sessions-dentretiens-ouvertes-aux-professionnels-de-sante.html.

204. « Coronavirus : Refugee and asylum seeker medics could provide 'essential support' », Irish Times, 20 mars 2020 : www.irishtimes.com/news/health/coronavirus-refugee-and-asylum-seeker-medics-could-provide-essential-support-1.4208280.

205. www.independent.co.uk/voices/coronavirus-nhs-staff-overseas-charge-work-key-workers-immigration-a9423306.html.

coût et de la complexité de la procédure d'accréditation²⁰⁶. En avril, des centaines de soignants nés à l'étranger ont demandé à participer à un programme permettant aux médecins de se joindre à la lutte contre l'épidémie en tant qu'auxiliaires médicaux mais des appels ont été lancés pour permettre aux médecins d'exercer leur métier²⁰⁷. En mai, le gouvernement a supprimé les frais de santé supplémentaires auparavant imposés aux membres du Service de santé national (NHS) et au personnel soignant étrangers²⁰⁸ après avoir été critiqué par le public et a introduit, à compter de janvier 2021, des visas plus rapides et moins coûteux destinés aux professionnels étrangers du secteur de la santé et des services sociaux²⁰⁹.

Le Pérou, le Chili et l'Argentine ont également permis à des professionnels de la santé étrangers présents sur leur territoire de participer à la lutte contre la pandémie²¹⁰. En Argentine, des médecins vénézuéliens ont été intégrés dans le système et engagés par des municipalités sans avoir à faire valider leurs qualifications, conformément aux dispositions d'une loi qui permet d'effectuer des recrutements temporaires en situation d'urgence²¹¹. De même, aux États-Unis, le gouverneur du New Jersey a signé un décret exécutif qui supprimait les obstacles empêchant les professionnels de la santé étrangers qualifiés de se joindre aux équipes de lutte contre la covid-19²¹². Les migrants apportent également un soutien aux systèmes de santé en fournissant d'autres services, notamment de nettoyage et de livraison alimentaire²¹³.

Puisqu'il est probable que de nouvelles flambées épidémiques de covid-19 surviennent, les décideurs devront à l'avenir mettre en place des structures et des systèmes qui permettent des déplacements plus rapides et efficaces de soignants entre les pays. Il faudra probablement à cette fin se préparer de façon stratégique à de futures pandémies, y compris en adoptant des méthodes souples et adaptatives de reconnaissance des compétences certifiées, en accréditant des professionnels, en délivrant et en renouvelant des visas et en apportant un appui au personnel de santé²¹⁴.

Les conditions de vie et de travail des travailleurs migrants ont également suscité beaucoup d'attention pendant la pandémie, de nombreux milieux de travail ayant contribué à la propagation du virus du fait de la difficulté d'y respecter les mesures d'hygiène et de distanciation physique recommandées par les pouvoirs publics.

206. www.theguardian.com/world/2020/mar/25/covid-19-call-for-fast-track-registration-of-refugee-doctors-in-uk?CMP=share_btn_tw.

207. www.theguardian.com/global-development/2020/apr/17/refugees-among-hundreds-of-overseas-medics-to-respond-to-nhs-call.

208. www.euronews.com/2020/05/21/uk-increase-of-healthcare-surcharge-for-foreign-workers-deemed-cruel-as-pm-refuses-to-waiv.

209. <https://uk.reuters.com/article/uk-britain-eu-immigration/britain-offers-fast-track-visas-for-foreign-health-workers-idUKKCN24E11G>.

210. <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2020/5/5ec28757a/medecins-refugies-veulent-joindre-lutte-contre-pandemie-covid-19.html>

211. www.lanacion.com.ar/sociedad/coronavirus-municipios-provincia-buenos-aires-sumaran-medicos-nid2346577.

212. www.nj.gov/governor/news/news/562020/20200401b.shtml.

213. <https://unric.org/en/the-refugees-at-the-heart-of-the-fight-against-covid-19/>.

214. Dempster H. et Smith R. (2020), « Migrant Health Workers are on the COVID-19 frontline. We need more of them », Center for Global Development, 2 avril 2020 : www.cgdev.org/blog/migrant-health-workers-are-covid-19-frontline-we-need-more-them.

La flambée épidémique de coronavirus dans les usines de conditionnement de viande et les abattoirs allemands a par exemple incité les autorités à se pencher plus attentivement sur les conditions de travail et de vie du personnel de ces sites²¹⁵, des appels à la réforme émanant à la fois des autorités des pays d'origine des migrants²¹⁶ et des syndicats allemands²¹⁷. Pour tenter de remédier à ces problèmes, le gouvernement allemand s'est efforcé de supprimer le recours aux sous-traitants et de placer les nombreux travailleurs migrants sous la responsabilité directe des usines de conditionnement de viande ou des abattoirs dans lesquels ils travaillent. Pour éviter leur exploitation, des registres numériques des heures de travail ont été mis en place²¹⁸, de lourdes amendes étant imposées en cas de violation de la réglementation²¹⁹. Les autorités locales ont été chargées de veiller à ce que les usines respectent les dispositions réglementaires sanitaires, y compris les consignes de distanciation physique, au travail ainsi que dans les lieux de vie du personnel²²⁰. Des pratiques similaires ont été adoptées aux États-Unis et au Royaume-Uni²²¹. Cela n'a cependant pas suffi à apaiser les craintes de nombreux travailleurs migrants qui ont refusé de retourner dans des abattoirs et des lieux de vie insalubres²²².

À Singapour, les structures d'hébergement exiguës et bondées dans lesquelles vivaient des travailleurs migrants sont devenues des foyers de propagation de la covid-19²²³, ce qui a incité les pouvoirs publics à mettre en place à grande échelle à l'intention des travailleurs logés en dortoirs des tests, des mesures d'isolement et des soins²²⁴. Le gouvernement a également commencé à prendre des dispositions pour garantir aux travailleurs migrants de meilleures conditions de logement²²⁵. Du fait de la pandémie, des projets sont menés à court et à long terme pour fournir un hébergement décent aux travailleurs²²⁶. Des directives visant à garantir la sécurité dans les logements de travailleurs ont également été adoptées par des pays membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe²²⁷.

215. www.business-humanrights.org/en/latest-news/germany-1500-workers-test-positive-for-covid-19-at-meat-processing-plant-company-criticised-for-failure-to-protect-workers/.

216. www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-germany-romania/romania-minister-calls-for-migrant-labour-rethink-after-slaughterhouse-covid-cases-idUSKBN22V2D8.

217. www.dw.com/de/corona-kabinett-nimmt-fleischindustrie-an-den-haken-sp%C3%A4ter/a-53475291.

218. www.bbc.com/news/world-europe-52738356; www.dw.com/en/germany-agrees-stricter-meat-industry-regulations-following-coronavirus-outbreaks/a-53510078.

219. www.dw.com/en/germany-agrees-stricter-meat-industry-regulations-following-coronavirus-outbreaks/a-53510078.

220. www.hrw.org/news/2020/05/29/germany-protect-meatpacking-workers-better.

221. www.marketwatch.com/story/how-meat-plant-covid-outbreaks-revealed-devastating-workplace-conditions-2020-08-17?link=MW_latest_news.

222. www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-romania-germany/reluctant-to-work-in-infected-german-slaughterhouse-romania-goes-home-to-raise-goats-idUSKBN24821B.

223. <https://theconversation.com/this-is-why-singapores-coronavirus-cases-are-growing-a-look-inside-the-dismal-living-conditions-of-migrant-workers-136959>.

224. www.bloomberg.com/news/articles/2020-08-06/singapore-s-virus-cases-to-fall-as-worker-dorms-almost-cleared; www.straitstimes.com/singapore/long-and-hard-battle-to-clear-worker-dorms-of-covid-19.

225. www.economist.com/asia/2020/06/18/singapore-promises-roomier-digs-for-migrant-workers.

226. www.gov.sg/article/improved-standards-of-new-dormitories-for-migrant-workers.

227. www.gulf-insider.com/bahrain-covid-19-precautionary-guidelines-for-labour-camps-issued/.

Malgré les mesures prises par les pouvoirs publics, les conditions de vie et d'emploi des travailleurs migrants, y compris leurs répercussions sur le bien-être psycho-social et la situation économique de ces derniers, demeurent préoccupantes. Dans certains cas, par exemple à Singapour, ces conditions ont conduit à des actes d'automutilation et des suicides parmi des travailleurs migrants pauvres confinés dans des dortoirs²²⁸.

228. www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-singapore-migrants/spate-of-suicides-among-migrant-workers-in-singapore-raises-concern-idUSKCN2510QP.

COVID-19 SYMPTOMS

أعراض مرض كوفيد-19



FEVER

حمى



COUGH

سعال



SHORTNESS
OF BREATH

ضيق في
التنفس



SORE THROAT

إلتهاب الحلق



HEADACHE

صداع الراس

Chapitre 7

Information et communication auprès du public

Diffuser des informations de santé publique sur la covid-19 et les moyens d’y faire face a été une activité importante des pouvoirs publics nationaux et locaux. Les organismes spécialisés nationaux, pan-européens et internationaux ont publié en ligne, souvent en plusieurs langues, une quantité considérable d’informations sur les précautions à prendre face à la covid-19. Citons par exemple les directives en ligne du Réseau d’information de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur les épidémies et du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC)²²⁹, ainsi que les documents de nombreux instituts nationaux et organisations sanitaires²³⁰.

Bon nombre de projets de portée nationale ou locale ont été conçus et mis en œuvre à l’intention de populations de cultures et langues diverses. Dans de nombreux pays, les autorités nationales et les administrations municipales, ainsi que les partenaires non gouvernementaux, y compris les migrants et les réfugiés eux-mêmes, ont produit et diffusé, en plusieurs langues et par différents canaux et moyens de communication, des informations destinées aux migrants, réfugiés et demandeurs d’asile.

En Espagne, le Département du travail, des affaires sociales et des familles de la Catalogne a fourni des informations sur la covid-19 en plusieurs langues et en format texte et audio²³¹. SetisW, un service d’interprétation en milieu social de la région belge de la Wallonie, qui coopère avec des établissements d’accueil d’immigrants, a traduit les décisions et informations des pouvoirs publics sur la covid-19 et les a diffusées dans des vidéos et documents à l’intention des réfugiés et des migrants, afin que ceux-ci comprennent les mesures de sécurité officielles et puissent se protéger comme il se doit²³². L’organisation a traduit en 14 langues les recommandations officielles, qu’elle a ensuite diffusées sur un site web et dans des clips vidéo sur YouTube²³³.

229. EPI-WIN: Réseau d’information de l’OMS sur les épidémies; www.ecdc.europa.eu/en www.ecdc.europa.eu/en/covid-19-pandemic.

230. Par exemple, l’Institut national pour la promotion de la santé des populations migrantes et pour la lutte contre les maladies dues à la pauvreté (INMP) a [réuni et résumé en plusieurs langues les dispositions nationales](#) de lutte contre la propagation de la covid-19.

231. Generalitat de Catalunya, Département du travail, des affaires sociales et des familles. Informations [sur la COVID-19] en d’autres langues. https://treballiaferssocials.gencat.cat/ca/el_departament/coronavirus-sars-cov-2/materialaltreslengues/.

232. <https://ec.europa.eu/migrant-integration/intpract/social-interpretation-service-in-belgium-translates-covid-19-information-in-14-languages>; <https://setisw.com/>.

233. Albanais, anglais, arabe, arménien, dari, espagnol, farsi, lingala, ourdou, pachto, polonais, russe, somali, swahili, tchéchène et turc.

Ces traductions sont à la disposition du personnel de première ligne - travailleurs sociaux, employeurs, policiers et autres - qui est régulièrement en contact avec des migrants et des réfugiés. En Suède, des conseils administratifs de comté ont produit en différentes langues, pour le compte de l'Agence suédoise des risques civils (MSB), des films destinés aux agents de communication des secteurs sociaux et sanitaires qui travaillent auprès d'habitants et de personnes nouvellement arrivées nés à l'étranger, afin de les informer des mesures à prendre pour se protéger de la covid-19 et empêcher sa propagation. Ces films sont diffusés sur un site web²³⁴ et d'autres organisations peuvent les relayer par leurs propres canaux de communication.

En vue de soutenir les efforts locaux de lutte contre la pandémie et pour que personne ne soit laissé pour compte en raison de son statut migratoire ou de sa qualité de réfugié, le Conseil des maires sur les migrations (MMC) a mis au point une page web inclusive sur les mesures de riposte et de relance des villes face à la covid-19²³⁵. Il y fournit des outils et des ressources aux dirigeants municipaux et à la communauté internationale, y compris des informations actualisées, des webinaires de réseaux de villes et d'organisations internationales, des messages clés à l'intention des villes, une liste de mesures stratégiques à prendre et d'autres ressources sur la covid-19. Il suit également les activités menées par des autorités municipales et d'autres organismes. Parmi les villes qui fournissent des informations pratiques en de multiples langues sur le virus, ses effets et les mesures à prendre pour s'en protéger, le Conseil cite²³⁶ : Athènes (Grèce), Bruxelles (Belgique), Brno (Tchéquie), Erlangen, Nüremberg, Neumarkt et Stuttgart (Allemagne), Vienne (Autriche), Turku (Finlande), Zurich (Suisse), Gdansk, Poznan et Lublin (Pologne), Oslo et Kristiansand (Norvège), Reykjavik (Islande), Madrid et Carthagène (Espagne), Bradford (Royaume-Uni), Portimão (Portugal), Dublin (Irlande) et Milan (Italie). Ces informations sont généralement diffusées par de multiples et divers moyens et méthodes, y compris des documents imprimés et en ligne, des podcasts et des clips vidéo. Dans la région italienne de l'Émilie-Romagne, les municipalités communiquent des informations en de multiples langues au moyen des sites web municipaux, de vidéos et de clips audio, de brochures et de fiches d'information, ainsi que sur YouTube²³⁷.

Les villes ont recours à des méthodes novatrices pour mobiliser les populations locales et diffuser des informations. Le site web de la ville de Stuttgart présente par exemple des clips vidéo en sept langues, produits de leur propre initiative par des réfugiés à l'intention d'autres réfugiés, qui expliquent les mesures d'hygiène et les comportements à adopter. Zurich gère une plateforme internet multilingue centralisée et accessible visant à garantir l'accès des immigrants et des réfugiés aux informations sur la pandémie. La ville a également mis en place des lignes d'assistance téléphonique, créé des canaux WhatsApp et publié des prospectus en plusieurs langues²³⁸.

Le Centre de coordination des questions relatives aux migrants et réfugiés de la ville d'Athènes réunit et diffuse des informations sur la covid-19 à l'intention des acteurs

234. www.informationsverige.se/sv/mer-om-sverige/samhalle/nyheter/om-nya-coronaviruset/.

235. www.mayorsmigrationcouncil.org/mmc-covid19.

236. MMC Municipal COVID-19 Resource Guide.

237. <https://sociale.regione.emilia-romagna.it/intercultura-magazine>.

238. www.stadt-zuerich.ch/gud/de/index/gesundheitsversorgung/public-health/coronavirus-sars-cov-2/otherlanguages.html.

présents sur le terrain et de leurs bénéficiaires²³⁹, y compris les mises à jour émanant des pouvoirs publics nationaux, des questions-réponses sur la covid-19²⁴⁰ établies en sept langues par l'OIM Grèce et une série de podcasts produits en arabe, farsi, anglais et français à l'intention des migrants par Solidarity Now en coopération avec pod.gr, la plateforme grecque de podcasts, et intitulée « Diffuser les nouvelles, pas le virus »²⁴¹.

La ville grecque d'Ioannina s'efforce tout particulièrement de sensibiliser les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile vivant en milieu urbain ou dans des camps de réfugiés à la prévention et la lutte contre la covid-19. En coopération avec la police, des ONG et des représentants de migrants, la ville fournit des informations ciblées en matière de prévention. Les véhicules de police diffusent chaque jour des informations essentielles au moyen de messages enregistrés dans les langues natales des populations migrantes. Les radios locales informent également les migrants dans leur langue natale. La ville a distribué des supports d'information aux employeurs de migrants²⁴².

Les organisations qui ont pour mission d'aider les groupes marginalisés ou exclus utilisent comme moyens de communication les réseaux sociaux, des messages diffusés sur YouTube et des vidéos en différentes langues. Par exemple, le portail de l'UNICEF sur la covid-19 présente des informations et des vidéos qui expliquent en plusieurs langues aux parents comment protéger leurs enfants²⁴³. L'ONG italienne ARCI, qui apporte un appui à des sociétés d'entraide, a publié sur son site web (en plusieurs langues) 10 règles pour éviter la contagion du coronavirus et a lancé, avec l'appui du bureau italien du HCR, une plateforme d'informations sur la situation d'urgence créée par le coronavirus. L'organisation MEDU (Médecins pour les droits humains), ainsi que l'OIM Italie et Save the Children Italie diffusent en plusieurs langues des informations visant à combattre la propagation de la covid-19; et Médecins du Monde – Mission Italie propose un numéro de téléphone qui permet de parler à un médecin en français, en anglais ou en italien²⁴⁴. Terre des Hommes Italie, dont les psychologues sont des spécialistes des situations d'urgence, propose des conseils en plusieurs langues sur les bonnes pratiques à adopter²⁴⁵. L'Association tamoule de Reggio d'Émilie a mis en place un portail en ligne qui explique en tamoul les règles, règlements et mesures adoptés par les pouvoirs publics aux niveaux national et local et présente des vidéos sur la santé et les comportements sociaux à adopter²⁴⁶.

Afin d'accroître l'efficacité des activités de communication, de nombreux pays et autorités locales s'emploient à éliminer les difficultés d'accès à internet ou à d'autres

239. <http://www.accmr.gr/en/news/835-coronavirus-info-en.html?art=1>.

240. <https://greece.iom.int/en/qas-about-covid-19>.

241. <http://www.solidaritynow.org/en>.

242. www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page.

243. <http://www.unicef.org/fr/coronavirus>.

244. www.arci.it/nuovo-coronavirus-le-10-regole-da-seguire-in-tante-lingue/; https://coronavirus.jumamap.com/it_it/; <https://italy.iom.int/it/covid-19-brochure-informative>; <https://mediciperidrittumani.org/coronavirus-informazioni-importanti-per-cittadini-italiani-e-stranieri/>; www.savethechildren.it/blog-notizie/coronavirus-non-solo-italiano-i-nostri-suggerimenti-diverse-lingue; www.medecinsdumonde.org/fr/actualites/nos-combats/2020/03/17/coronavirus-medecins-du-monde-se-mobilise.

245. <https://terredeshommes.it/terre-des-hommes-in-campo-contro-il-coronavirus/>.

246. <http://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/-/the-city-of-reggio-emilia-struggling-with-the-coronavirus-health-emergency>.

moyens de communication. Dans le cadre de sa mobilisation contre la covid-19, le conseil municipal de Leeds accorde des financements à des organisations du tiers secteur qui aident des migrants vulnérables à accéder à internet. Ces organisations ont également reçu des subventions pour remettre aux demandeurs d'asile des bons de crédits téléphoniques. L'équipe municipale chargée des migrations organise chaque semaine une rencontre virtuelle (en ligne) pour diffuser les dernières informations disponibles sur la covid-19. Une quinzaine de représentants locaux de groupes de différents pays y assistent; une page Facebook a également été créée pour diffuser des informations²⁴⁷. Dans la région du Yorkshire et Humber, un centre d'informations en ligne, traduit en plus de 40 langues, a été établi à l'intention des migrants et des réfugiés²⁴⁸.

Ce centre informe les migrants et les personnes qui leur apportent un appui sur des sujets tels que l'asile, les repas scolaires gratuits, les cours d'anglais, les conseils relatifs à la covid-19 et l'accès à la wi-fi et aux ordinateurs²⁴⁹.

Des pays du golfe ont autorisé les migrants à utiliser des moyens de communication longue distance en débloquent par exemple l'accès aux plates-formes de téléphonie sur protocole internet et aux réseaux sociaux. Cela permet non seulement de réduire leur isolement et d'améliorer leur accès à l'information mais également d'atténuer les effets psychosociaux de la crise qu'eux-mêmes (et les membres éloignés de leur famille) subissent²⁵⁰.

Les organisations dirigées par des réfugiés jouent depuis longtemps un rôle important, mais insuffisamment pris en compte, dans l'apport de services de base et de protection à d'autres réfugiés et communautés d'accueil, dans des camps et des villes du monde entier. Par exemple, en Ouganda, de telles organisations sensibilisent à la covid-19, diffusent des informations sur les mesures hygiéniques et sanitaires de prévention dans les camps et fabriquent et distribuent des masques. Dans d'autres pays, des réfugiés fournissent des informations et des formations, distribuent des aliments, apportent un appui juridique et psychosocial et mettent des moyens de transport à la disposition des personnes ayant besoin de soins médicaux²⁵¹.

247. Guinée, Roumanie, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Afghanistan, Liban, Éthiopie, Somalie, Libye, République arabe syrienne et France.

248. <https://migrantinfohub.org.uk/>.

249. www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page.

250. Human Rights Watch (HRW) 2020, COVID-19: Unblock Voice Over IP Platforms in Gulf web page.

251. Betts A. et al. (2020), « Refugee-led responses in the fight against COVID-19: building lasting participatory models », in *Forced Migration Review* 64: 2-5; Met A. et al. (2020), « By refugees, for refugees: refugee leadership during COVID-19 and beyond », in *Forced Migration Review* 64: 5-7: www.fmreview.org/sites/fmr/files/FMRdownloads/en/issue64/COVID19.pdf.

Chapitre 8

Aide financière

Aide et appui financiers contribuent pour beaucoup à atténuer les répercussions de la covid-19 sur la situation des travailleurs migrants. En Thaïlande, le gouvernement a annoncé que les travailleurs migrants toucheraient des allocations chômage, dont 60 % de leur salaire pendant une période pouvant aller jusqu'à 90 jours²⁵². Cependant, de nombreux travailleurs du secteur informel, et plus généralement les migrants sans papiers, n'ont pu en bénéficier faute de remplir les conditions requises. Il fallait par exemple être officiellement inscrit au système de sécurité sociale, avoir un compte en banque et avoir contribué au système de protection sociale pendant au moins six mois²⁵³.

D'autres pays ont adopté diverses mesures temporaires visant à apporter une aide au revenu et d'autres formes d'assistance financière aux migrants et aux réfugiés pendant la pandémie. L'Irlande a par exemple instauré un système de prestations d'allocation chômage aux salariés et aux travailleurs indépendants ayant perdu leur emploi à cause de la covid-19. Toutes les personnes âgées de 18 à 66 ans qui travaillent en Irlande, y compris les migrants en situation régulière ou irrégulière, peuvent en bénéficier²⁵⁴. De même, en mars 2020, l'Italie a adopté diverses mesures d'aide au revenu, y compris des allocations, des subventions salariales et des primes, destinées aux travailleurs indépendants saisonniers (y compris ceux des secteurs de l'agriculture et du tourisme) dont les activités avaient été touchées par la covid-19. Les réfugiés et demandeurs d'asile, ainsi que les détenteurs d'un titre de séjour, peuvent demander à en bénéficier²⁵⁵. En juillet, les autorités écossaises ont demandé au gouvernement du Royaume-Uni de suspendre les restrictions de « non-recours à des fonds publics » qui privent certains immigrants d'aide financière pendant la pandémie²⁵⁶.

252. www.xinhuanet.com/english/2020-04/30/c_139021908.htm.

253. www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-thailand-migrants/migrants-jobless-and-trapped-under-thai-coronavirus-lockdown-idUSKBN22B1HP; www.voanews.com/covid-19-pandemic/thailands-migrant-workers-struggle-qualify-aid-during-pandemic-0.

254. OIM Irlande: www.youtube.com/watch?v=NROg9_YEkRY; www.citizensinformation.ie/en/social_welfare/social_welfare_payments/unemployed_people/covid19_pandemic_unemployment_payment.html.

255. <https://coronavirus.jumamap.com/en/2020/04/07/info-curaitalia/>.

256. www.independent.co.uk/news/uk/politics/immigration-bill-vote-indefinite-detention-boris-johnson-a9594511.html.

Dans plusieurs États des États-Unis d'Amérique, des travailleurs sans papiers ont reçu une aide d'organismes locaux, en remplacement des programmes d'appui fédéraux auxquels ils n'avaient pas droit. Dans certains cas, cette aide a été fournie par l'administration des États; dans d'autres cas, par un ensemble d'ONG et d'organisations philanthropiques et de la société civile²⁵⁷. L'État de Californie a versé des prestations en espèces aux travailleurs sans papier, en reconnaissant le caractère essentiel de leur travail²⁵⁸. En plus des aides de l'État d'une valeur totale de 75 millions de dollars, des acteurs du secteur privé et des organismes caritatifs ont uni leurs efforts et collecté 50 millions de dollars pour venir en aide aux travailleurs sans papiers touchés par la pandémie²⁵⁹. Des dons de 500 dollars ont ainsi pu être versés à 150 000 personnes²⁶⁰. Des célébrités ont organisé des collectes de fonds en faveur des travailleurs migrants, et en particulier des ouvriers agricoles, qui avaient perdu leur emploi ou n'avaient pas assez de travail à cause de la pandémie²⁶¹.

En Italie, le programme d'aide aux familles, aux entreprises et aux groupes vulnérables mis en place par le gouvernement régional de la Campanie et doté d'un budget de 604 millions d'euros comprend des fonds réservés aux groupes d'Africains participant aux récoltes qui n'auraient sinon bénéficié d'aucune assistance. En outre, 3,8 millions d'euros ont été affectés aux immigrants vivant dans des campements informels dans certaines municipalités, afin de transformer des bâtiments en logement temporaire pour migrants et de fournir aux travailleurs des services de transport sûrs²⁶².

Le montant total de l'aide apportée par des organismes philanthropiques aux communautés de migrants et de réfugiés pendant la pandémie n'est pas connu mais est probablement important. Au Royaume-Uni, par exemple, le Fonds communautaire de la loterie nationale distribue 45 millions de livres sterling à des organisations qui aident des communautés touchées de façon disproportionnée par la covid-19, dont 5 millions de livres au Barrow Cadbury Trust pour venir en aide aux petites et moyennes organisations qui apportent une assistance aux migrants et réfugiés²⁶³. Au niveau local, la Quartet Community Foundation, qui intervient dans l'ouest de l'Angleterre, a mis en place un Fonds contre le coronavirus pour soutenir la mobilisation et la relance. Ce fonds subventionne l'action menée par l'ONG Bristol Refugee Rights pour répondre aux besoins des réfugiés et des demandeurs d'asile de la ville de Bristol pendant la pandémie: le financement accordé permet de prendre en charge divers coûts, dont celui des services de traduction et d'interprétation et des activités de communication²⁶⁴. Les organisations et associations communautaires

257. <https://cmsny.org/publications/state-local-aid-immigrants-covid-19-pandemic-innovating-inclusion/>; www.opensocietyfoundations.org/explainers/covid-19-and-undocumented-workers; www.bloomberg.com/news/articles/2020-08-01/undocumented-workers-shut-out-from-u-s-aid-run-out-of-options.

258. www.aljazeera.com/news/2020/04/covid-19-california-give-payments-undocumented-immigrants-200415210239065.html.

259. www.gov.ca.gov/2020/04/15/governor-newsom-announces-new-initiatives-to-support-california-workers-impacted-by-covid-19/.

260. Ibid.; <https://covid19.ca.gov/guide-immigrant-californians/>.

261. <https://in.reuters.com/article/health-coronavirus-usa-workers-idINL8N2CO7BK>.

262. <http://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page>.

263. <https://fundraising.co.uk/2020/07/13/national-lottery-community-fund-to-distribute-45m-to-vulnerable-communities-through-five-partnerships/>.

264. <https://quartetcf.org.uk/wp-content/uploads/2020/05/05.05.20-C-19-Grants-Approved.pdf>.

participent également à la collecte de fonds au niveau local, dans le cadre d'activités d'entraide (voir chapitre 9).

Dans certains cas, les pays d'origine des migrants ont mis en place des programmes d'aide financière destinée à leurs citoyens qui se trouvent à l'étranger. L'Office des Tunisiens à l'Étranger (OTE) a ainsi alloué 900 000 dinars à l'aide à apporter aux Tunisiens bloqués à l'étranger, aux étudiants ne bénéficiant pas de bourse et aux migrants en situation irrégulière²⁶⁵.

265. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/428451587390154689/pdf/Potential-Responses-to-the-COVID-19-Outbreak-in-Support-of-Migrant-Workers-June-19-2020.pdf>.



Chapitre 9

Assistance matérielle et entraide

Il existe relativement peu d'informations sur les différentes formes d'assistance matérielle et elles portent principalement sur les vivres. De nombreuses villes du monde entier ont distribué gratuitement des aliments aux ménages et aux groupes pauvres et vulnérables, ainsi qu'aux élèves et étudiants. Bien que les migrants et les réfugiés indigents n'aient pas été directement visés, ils ont souvent été parmi les principaux bénéficiaires de ces initiatives.

Carthagène (Espagne) apporte un appui aux familles de migrants, notamment à celles qui n'ont pas de papiers, en coordonnant la distribution de produits alimentaires et hygiéniques et en donnant des conseils sur les moyens de faire face à certaines difficultés (par exemple, le paiement du loyer, la perte d'emploi, les procédures et délais administratifs et le chômage). Des listes d'offres d'emploi sont établies et envoyées aux familles²⁶⁶. À Leeds (Royaume-Uni), le conseil municipal gère, en partenariat avec des organisations du tiers secteur, un programme dans le cadre duquel 30 centres communautaires organisent la livraison, par des bénévoles de toute la ville, de colis alimentaires aux personnes les plus vulnérables, y compris des demandeurs d'asile et des réfugiés. Les noms des bénéficiaires sont communiqués par téléphone ou en ligne et les colis alimentaires sont distribués indépendamment de leur statut migratoire²⁶⁷. À Londres, le conseil de Lewisham a mis en place un programme de subventions d'urgence visant à aider les habitants en difficulté à se procurer des vivres et des combustibles ; et le maire de Lewisham a lancé un appel aux dons destinés à la banque alimentaire locale, laquelle a ainsi reçu plus de 100 000 livres sterling en un peu plus d'un mois grâce aux dons de 2 400 personnes²⁶⁸.

Le programme d'aide sociale de la Pologne permet aux étrangers de bénéficier d'une aide au même titre que les citoyens polonais, sous forme d'hébergement, de repas, de vêtements et d'allocations réservées à un usage précis, ainsi que d'aide alimentaire (dans le cadre du Programme opérationnel d'aide alimentaire de l'UE pour 2014-2020). Les citoyens d'autres États membres de l'UE, les étrangers détenteurs d'un titre de séjour de longue durée et ceux ayant un titre de séjour temporaire lié à leur statut de réfugié, à des raisons humanitaires ou à la protection subsidiaire y ont tous droit. Dans le cadre du Programme opérationnel d'aide alimentaire pour 2014-2020, les étrangers ayant droit à l'aide sociale peuvent obtenir gratuitement des produits alimentaires, distribués par des organisations non gouvernementales sur présentation du certificat délivré par les centres des services sociaux municipaux²⁶⁹.

266. <http://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page>.

267. Ibid.

268. Ibid.; www.lewishamfoodbankappeal.co.uk/; www.newsshopper.co.uk/news/18396704-lewisham-food-bank-appeal-passes-100k/.

269. <https://lublin.eu/en/lublin-4-all/coronavirus-info/>.

L'entraide est un échange volontaire de ressources ou de services dans un intérêt mutuel ; les individus assument alors la responsabilité de s'aider les uns les autres²⁷⁰. Ces échanges sont souvent invisibles et difficiles à recenser ou à quantifier car ils ont lieu à l'échelle locale et sans publicité. Les activités et les organisations concernées sont souvent de nature informelle et non hiérarchique, ce qui empêche d'évaluer précisément l'ampleur de l'action menée. Cela vaut tout particulièrement pour les activités actuellement organisées en réponse à la pandémie, qui semble avoir entraîné une hausse considérable du nombre de groupes locaux d'entraide. On dénombre par exemple plus de 1 300 groupes de ce type au Royaume-Uni, dont la plupart ont été établis pour répondre aux besoins créés par la covid-19. Leurs activités sont diverses et variées. Ils s'efforcent en particulier de fournir des informations et un appui matériel et psychologique aux personnes en difficulté²⁷¹. Un projet mené à Birmingham par l'organisation caritative locale Bearwood Action for Refugees (avec l'aide d'une banque alimentaire, d'une église et d'un groupe de jeux d'enfants locaux) en est une bonne illustration : des bénévoles livrent des colis alimentaires et des friandises aux familles de réfugiés, de demandeurs d'asile et de migrants qui assistaient normalement aux repas communautaires mensuels (avant la mise en place des mesures de distanciation sociale)²⁷².

Il convient de noter que bon nombre des activités d'entraide sont menées par les migrants et les réfugiés eux-mêmes. La participation des migrants et des organisations qui les représentent à ces mécanismes de coordination (et plus généralement aux interventions d'urgence) constitue un facteur essentiel d'inclusivité, qui permet aux systèmes de prestations de services de s'appuyer sur des réseaux locaux d'individus de confiance informés et connus au sein de leur communauté. Des représentants et des organisations de groupes de migrants et de réfugiés participent à de multiples interventions contre la covid-19, allant de la diffusion d'informations aux services de dépistage et de traçage et au déploiement direct de personnel de santé. Des groupes d'entraide ont fait leur apparition parmi les communautés à risques du monde entier. Les interventions menées par des migrants et des réfugiés auprès d'autres membres de leur communauté relèvent de cette même tendance²⁷³.

Dans le village néerlandais de Ter Apel, des équipes de réfugiés et de migrants vivant dans le centre d'hébergement local apportent bénévolement leur aide aux magasins des environs, pour exprimer leur reconnaissance au pays qui les a accueillis et dans lequel ils demandent l'asile²⁷⁴. Barikama, une coopérative italienne fondée en 2011 près de Rome par d'anciens cueilleurs de fruits pour combattre l'exploitation des travailleurs agricoles, a entrepris de distribuer des yaourts, des fruits et des légumes aux familles

270. Mutual aid 101 toolkit: https://mutualaididasterrelief.org/wp-content/uploads/2020/04/NO-LOGOS-Mutual-Aid-101_Toolkit.pdf.

271. Mutual aid and volunteer groups knowledge base: www.covid-19list.com/knowledge-base/mutual-aid-volunteer-groups.

272. www.itv.com/news/central/2020-03-29/volunteers-deliver-food-and-treat-parcels-to-those-without-friends-or-family-to-rely-on.

273. Betts A., Easton-Calabria E. et Pincock K. (2020), « Refugee-led responses in the fight against COVID-19: building lasting participatory models » in *Forced Migration Review* 64 : 73-76.

274. <https://apnews.com/fd69797d6af1479c572b02aa75281bf9>.

locales, en essayant de répondre à la forte demande en période de confinement²⁷⁵. À Reggio d'Emilie, en Italie également, la communauté chrétienne nigériane a fait don de produits alimentaires à la Croix-Rouge pour nourrir les personnes les plus en difficulté. Les centres islamiques locaux ont donné 50 000 euros aux services de santé, distribué des masques et d'autres fournitures sanitaires aux centres de santé et acheté et livré des vivres aux personnes âgées. Les associations communautaires chinoises ont organisé des collectes de fonds (qui ont permis de réunir plus de 70 000 euros) et distribué à grande échelle du matériel sanitaire et des équipements de protection par l'intermédiaire d'organisations officielles et d'ONG. D'autres associations culturelles (de migrants du Sénégal, du Nigéria, du Mali, du Ghana et des Philippines) ont également collecté des fonds²⁷⁶.

La participation des migrants contribue également à la résilience et aux capacités de réaction de leur communauté face à la covid-19. Par exemple, Prato (Italie) a une importante communauté chinoise, dont les membres ont rapidement décidé de fermer boutique, de porter des masques et de s'auto-confiner dès les premières annonces de la présence du coronavirus. L'association culturelle chinoise locale a diffusé des messages d'avertissement et organisé des activités d'entraide, mesures que la ville a ensuite adoptées²⁷⁷. La Société culturelle pakistanaise de la municipalité de Botkyrka (Suède) a une station radio qui lui permet d'informer ses membres sur le virus, en se fondant sur les mesures de prévention et de contrôle recommandées par les autorités suédoises²⁷⁸. Forlì Città Aperta, une association de bénévoles de la ville italienne de Forlì, s'est engagée à informer ses membres des mesures à suivre pendant le confinement, a organisé des collectes de fonds et a distribué des bons d'achat et de petites sommes d'argent (destinées par exemple à l'achat de recharges téléphoniques)^{279, 280}.

À Bruxelles, des centaines de migrants se sont trouvés à la rue lorsque les autorités ont vidé la moitié des centres de rétention de migrants du pays pour prévenir la propagation de la covid-19 et ont également fermé le centre d'accueil de Bruxelles qui enregistre les nouveaux demandeurs d'asile, ce qui les a empêchés d'obtenir une aide de l'État. Les habitants ont apporté leur aide en nourrissant et en hébergeant des migrants pour leur éviter d'avoir à dormir dans la rue, où ils risquaient d'être arrêtés. Une organisation bénévole locale, Citoyens Solidaires, distribue des repas deux fois par jour à la gare de Bruxelles Nord²⁸¹. Fondée en Belgique en 2015, la Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés vise à mobiliser et fédérer les énergies citoyennes et associatives pour transformer les attitudes à l'égard des migrants et offrir un espace de rencontre et de coordination des initiatives individuelles et collectives²⁸².

275. www.theguardian.com/world/2020/apr/01/a-beautiful-thing-the-african-migrants-getting-healthy-food-to-italians.

276. <http://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/-/the-city-of-reggio-emilia-struggling-with-the-coronavirus-health-emergency>.

277. <https://fr.euronews.com/2020/05/03/la-ville-italienne-de-prato-s-est-protégée-du-covid-19-grâce-a-sa-communauté-chinoise>.

278. www.mayorsmigrationcouncil.org/mmc-covid19.

279. <http://www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page>.

280. www.coe.int/fr/web/interculturalcities/covid-19-special-page#%7B%22262433518%22%7D.

281. www.nytimes.com/2020/04/28/world/europe/belgium-migrants-coronavirus.html.

282. www.bxlrefugees.be/quisommesnous.

COVID-19 Mutual Aid UK²⁸³ est une fédération de groupes communautaires locaux qui organise des activités d'entraide, fournit des ressources²⁸⁴ et met en relation les groupes, les bénévoles et les personnes en difficulté. Ces groupes locaux s'emploient principalement à créer et à distribuer des dépliants et prospectus pour informer la population de leur existence ; à donner un numéro que les personnes vulnérables locales peuvent appeler pour obtenir de l'aide ; à faire des courses et des achats pour les personnes vulnérables ou qui s'auto-confinent ; et à apporter un appui psychologique aux habitants qui s'auto-confinent ou supportent mal la pandémie. Un bon millier de ces groupes locaux ont vu le jour depuis mars 2020²⁸⁵. COVID-19 Mutual Aid UK coordonne également l'aide à apporter aux personnes qui s'auto-confinent, notamment aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à celles qui ont des problèmes de santé préexistants. L'organisation propose son appui aux personnes qui se sentent isolées et anxieuses pendant la pandémie.

283. <https://covidmutualaid.org/>.

284. <https://covidmutualaid.org/resources/>.

285. www.bbc.co.uk/news/stories-51979390.



Chapitre 10

Mobilisation et coordination

Divers organes et organisations plaident, à tous les niveaux, en faveur de l'inclusion des migrants dans les interventions contre la covid-19 et les activités de redressement. Dès les premiers stades de la pandémie, des organisations internationales telles que l'OIM, le HCR, l'OCHA et le HCDH ont alerté les systèmes de santé publique sur les conditions de vulnérabilité particulières des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées dans leur région de transit ou de destination et ont demandé que des mesures soient prises pour y remédier dans le cadre des interventions menées. Les universitaires et les réseaux de migrants, de réfugiés et de la société civile ont fait de même.

#RefugeesRise, un projet mondial de sensibilisation, a réuni des représentants de réfugiés de la région Asie-Pacifique en vue d'obtenir des appuis à leurs communautés face à la pandémie. Organisée par le Réseau de réfugiés Asie-Pacifique (APNOR), cette initiative a réuni des représentants de réfugiés et des militants, y compris des médecins, du personnel infirmier et des agents humanitaires, en vue de mieux faire connaître les perspectives des intervenants de première ligne participant à la lutte contre la covid-19 dans différents secteurs²⁸⁶.

Au Canada, la ville de Montréal a fait pression auprès des autorités québécoises pour obtenir la régularisation des demandeurs d'asile employés par le système de santé²⁸⁷. Dans des secteurs et des pays dépendant d'une main-d'œuvre étrangère (comme l'Espagne, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada), des employeurs ont

286. www.kaldorcentre.unsw.edu.au/publication/refugeesrise-what-frontline-workers-can-show-us-about-responding-covid-19.

287. www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-asylum-seekers-1.5575905.

plaidé en faveur de l'assouplissement des conditions d'entrée sur le territoire des travailleurs migrants. En plus de favoriser la résilience immédiate, de telles interventions peuvent contribuer à faire évoluer le regard de la population sur les migrants et réfugiés dans les régions et les communautés d'accueil.

La coordination d'organisations multiples et variées est un élément central de tous les systèmes institutionnels chargés de gérer les risques et les situations d'urgence. Face à la covid-19, tous les pays se sont appuyés sur un ensemble de mécanismes et instances de coordination existants ou nouvellement établis qui réunissent des institutions gouvernementales et non gouvernementales œuvrant dans différents aspects de la lutte contre la pandémie. L'expérience acquise lors d'autres situations de crise montre que, pour favoriser l'inclusion des migrants dans les interventions, il est essentiel d'étendre ces mécanismes de coordination en englobant aussi ceux qui traitent spécifiquement des questions migratoires et de l'aide à apporter aux migrants en dehors des périodes de crise. Il est souvent nécessaire, à cette fin, de faire appel à des individus et des institutions qui ne font d'habitude pas partie des systèmes d'intervention d'urgence mais peuvent apporter un appui en matière de gestion de l'information, de communication, de préparation et d'intervention.

La participation de ces parties aux mécanismes de coordination gouvernementale de la lutte contre la pandémie s'est avérée essentielle à une compréhension et une analyse complètes des implications qu'ont les activités menées contre la covid-19 pour les migrations. Le Comité d'intervention contre l'épidémie de la Nouvelle-Zélande a ainsi organisé le 7 mai 2020 une audition sur les questions d'immigration, dans le contexte d'un projet de loi portant modification de la réglementation sur l'immigration. Au cours de cette réunion, le Comité a examiné les avis des partisans des migrations, des juristes qui défendent les droits des migrants et des dirigeants du secteur privé en vue d'adopter une approche plus éclairée et plus nuancée des questions d'immigration dans le contexte de la pandémie²⁸⁸.

288. www.rnz.co.nz/news/national/416096/epidemic-response-committee-discusses-immigration.

Chapitre 11

Stigmatisation, xénophobie et discrimination

Il arrive souvent que les migrants soient stigmatisés et pris comme boucs émissaires en situation de crise. Cela a lieu très fréquemment depuis le début de la pandémie²⁸⁹. D'innombrables manifestations de xénophobie ciblant des migrants chinois et asiatiques, puis, de plus en plus, les étrangers en général, ont été observées dans des pays du monde entier depuis les toutes premières flambées épidémiques²⁹⁰. Plus généralement, la pandémie a été instrumentalisée pour diffuser des messages anti-migrants, qui visaient souvent des migrants originaires de régions où le risque d'infection à la covid-19 était faible ou nul, ou des migrants établis sur place depuis longtemps²⁹¹. Les personnes rentrant dans leur pays et leur région d'origine ont également été victimes de stigmatisation et de discrimination²⁹².

En période de pandémie, la stigmatisation et les paroles et actes xénophobes constituent un enjeu de santé publique dans la mesure où ils risquent d'empêcher les personnes concernées de se faire soigner en temps voulu et de les dissuader d'adopter des comportements sains²⁹³. Dans des sociétés de plus en plus mobiles, la lutte contre la stigmatisation des migrants devrait donc être partie intégrante de l'offre globale de services et d'assistance. Toutes les organisations internationales concernées ont souligné, à différents stades de la pandémie, la nécessité d'agir de manière décisive sur la question²⁹⁴. Ces recommandations ont été reprises par plusieurs gouvernements, notamment en Espagne, où les autorités nationales ont explicitement condamné, dans un communiqué de presse, toute manifestation de xénophobie liée à la covid-19.

289. White A. R. (2020), « Historical linkages: epidemic threat, economic risk, and xenophobia », *The Lancet*, 27 mars 2020.

290. Kuo L. et Davidson H. (2020), « They see my blue eyes then jump back – China sees a new wave of xenophobia », *The Guardian*, 29 mars 2020; Bauomy J. (2020), « COVID-19 and xenophobia: Why outbreaks are often accompanied by racism », Euronews, 6 mars.

291. Institute for Strategic Dialogue (ISD) (2020), *COVID-19 Disinformation Briefing No. 1*, Briefing Paper, ISD, 27 mars 2020.

292. Kindzeka M. E. (2020), *COVID-19 spread provokes anti-foreigner, anti-diaspora sentiment in Cameroon*, VOA News, 23 mars 2020.

293. Organisation mondiale de la Santé (OMS) Europe (2020), *Interim guidance for refugee and migrant health in relation to COVID-19 in the WHO European Region*, OMS Europe, 25 mars 2020.

294. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Countering%20Stigma%20in%20C19%20Final%2011%20June%202020.pdf>.

De grands organismes, dont l'Organisation mondiale de la Santé, les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis (CDC)²⁹⁵ et l'UNICEF²⁹⁶ ont mis au point des lignes directrices sur l'usage des termes essentiels liés à la covid-19 afin de réduire au minimum les risques de stigmatisation. L'ONU a publié une note d'orientation détaillée sur les moyens de lutter contre les discours haineux liés à la COVID-19, assortie de recommandations destinées aux États membres, aux médias de masse et aux réseaux sociaux, ainsi qu'aux organisations de la société civile²⁹⁷. L'OMS a fourni des conseils sur les façons de combattre activement les informations trompeuses et les discours de haine, notamment en expliquant ce qu'il faut savoir, en faisant appel à des influenceurs sociaux, en mettant davantage l'accent sur les témoignages, les récits et les images de personnes ayant guéri et en veillant à ce que les comptes rendus des médias soient nuancés et porteurs d'informations avérées²⁹⁸.

Afin de favoriser des activités adéquates de sensibilisation du public et de combattre la stigmatisation des migrants, l'OIM propose un ensemble d'outils visant à renforcer la mise au point, la diffusion et l'évaluation de campagnes d'information, en accordant une forte importance aux approches participatives qui favorisent les échanges et font participer les publics à tous les stades d'une campagne d'information. L'OIM a également apporté son soutien à des campagnes de communication ciblées, comme celle menée au Mexique²⁹⁹.

Pour combattre la stigmatisation des migrants et faire prendre conscience de leur contribution à la société, il est particulièrement important d'expliquer à l'ensemble de la population les causes et les effets des mesures anti-épidémiques qui englobent les migrants, en faisant connaître les rôles que jouent ceux-ci et leur participation à la mobilisation de leur société d'accueil. Dans de nombreux pays, dont l'Italie, les médias grand public ont rendu compte des projets de mobilisation et de relance menés par des migrants qui bénéficient à l'ensemble de la population locale³⁰⁰. Dans d'autres cas, les médias ont mis l'accent sur la volonté des citoyens de voir adopter des mesures inclusives, qui s'est par exemple exprimée par les nombreuses manifestations et protestations organisées dans divers pays d'Europe en solidarité avec les migrants, leur vulnérabilité particulière pendant la pandémie étant source d'inquiétudes³⁰¹.

Afin de faire évoluer les mentalités et d'encourager des approches plus inclusives, il est essentiel de favoriser la cohésion sociale et le dialogue intercommunautaire. Avant la pandémie, la campagne #TuCausaEsMiCausa organisait des activités culturelles, des manifestations sportives et d'autres occasions de rencontres entre les migrants vénézuéliens au Pérou et la population locale. Depuis l'arrivée du virus,

295. Centers for Disease Control and Prevention (CDC) (2020), *Reducing stigma*.

296. Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) (2020), *Le mini-guide pour éviter la stigmatisation liée au coronavirus*.

297. <https://digitallibrary.un.org/record/3863213>.

298. www.who.int/fr/news/item/23-09-2020-managing-the-covid-19-infodemic-promoting-healthy-behaviours-and-mitigating-the-harm-from-misinformation-and-disinformation.

299. www.iom.int/news/iom-launches-social-media-campaign-mexico-prevent-discrimination-during-covid-19-pandemic.

300. Antonelli D. (2020) 'A beautiful thing': The African migrants getting healthy food to Italians, *The Guardian*, 1^{er} avril 2020.

301. www.infomigrants.net/en/post/23906/leave-no-one-behind-protests-for-migrants-in-times-of-coronavirus.

cette campagne a lieu en ligne, où elle propose des cours de cuisine, des concours de talents et la lecture en direct de livres d'enfants³⁰².

Bien qu'ils servent souvent à diffuser de fausses informations et des discours de haine, les réseaux sociaux constituent également un moyen efficace de combattre la stigmatisation et de faire preuve de solidarité. La campagne #iamnotavirus, lancée par deux amis américains asiatiques contre les stéréotypes visant leur communauté pendant la pandémie, a connu un grand succès. Des campagnes similaires ont été menées en France (#Jenesuispasunvirus), en Autriche, en Italie, en Allemagne et en Espagne³⁰³. Sept réfugiés vivant en Italie ont géré le compte Instagram du HCR en Italie pendant une semaine à compter du 28 mars, en y diffusant des messages de responsabilité et de solidarité³⁰⁴. Les utilisateurs de TikTok ont dénoncé avec force les mauvais traitements et l'exploitation subis par les migrants lors de la pandémie et pendant les incendies ayant eu lieu en 2020 en Californie³⁰⁵.

À New York, la campagne #WashTheHate (Laver la haine) réunit et dénonce des manifestations de racisme et souligne leurs effets néfastes inévitables sur la société³⁰⁶. Elle présente des vidéos téléchargées par des utilisateurs qui se lavent les mains, tout en décrivant des exemples de racisme observés pendant la pandémie ; il est également possible de publier des témoignages anonymes³⁰⁷. De même, la campagne « Fight the virus, fight the bias » (Combattre le virus, combattre les préjugés) vise à combattre les stéréotypes néfastes et les actes de harcèlement et mauvais traitements de nature raciste³⁰⁸.

En Nouvelle-Zélande, la Commission des droits de l'homme a lancé la campagne « Give Nothing to Racism » (Ne rien céder au racisme), qui diffuse notamment des vidéos d'un comédien philippino-néo-zélandais connu, intitulées « Racism is no Joke » (Le racisme, ce n'est pas drôle). Cette campagne a été lancée en réponse au nombre croissant de plaintes pour racisme reçues sur la ligne téléphonique covid-19 établie par le gouvernement³⁰⁹. À Winnipeg (Canada), Immigration Partnership Winnipeg a lancé la campagne intitulée « Manitobans: COVID-19 Doesn't Discriminate. Nor Should You » (Manitobains : la covid-19 ne fait aucune discrimination. Vous non plus) assortie du hashtag #DontdiscriminateMB³¹⁰. Pour souligner l'importance des migrants et des réfugiés à l'échelle locale, la campagne a commencé à diffuser une série de photos d'intervenants de première ligne qui indiquent, sur une feuille de papier, le travail essentiel qu'ils accomplissent, avec le hashtag #EssentialinMB³¹¹.

302. <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/66962>.

303. www.iamnotavirus.info/.

304. www.infomigrants.net/en/post/23771/refugees-express-solidarity-with-italians-in-times-of-coronavirus.

305. www.vice.com/en_us/article/4ay8b3/tiktok-teens-are-exposing-brutal-conditions-for-migrant-farmworkers.

306. www.dw.com/en/campaign-aims-to-washthehate-of-coronavirus-racism/a-53309233.

307. www.washthehate.com/.

308. www.warc.com/newsandopinion/news/fight-the-virus-fight-the-bias-tackles-racism-against-asian-americans/43898.

309. www.tvnz.co.nz/one-news/new-zealand/human-rights-commission-launches-new-campaign-after-asian-discrimination-reports-during-covid-19-pandemic.

310. www.ipwinnipeg.org/dontdiscriminatemb.

311. www.cbc.ca/news/canada/manitoba/anti-racism-campaign-manitoba-covid-19-1.5565833.

En Australie, le groupe de militants GetUp! a lancé la campagne #IWillEatWithYou (Je vais manger avec vous), pour inciter à fréquenter les restaurants et épiceries chinois et asiatiques qui risquaient de fermer définitivement à cause des fausses informations propagées sur la covid-19³¹².

Alliance F, une organisation suisse de défense des droits des femmes, a mis au point un mécanisme en ligne qui permet de détecter les propos haineux tenus contre des femmes de diverses origines et d'y apporter des réponses ciblées dont on peut ensuite évaluer l'efficacité. Des communautés de bénévoles ont participé à chaque stade de la conception et de la mise en œuvre de cet outil³¹³.

La ville de Barcelone a lancé en catalan une campagne de lutte contre la xénophobie assortie du hashtag #StopRacisme, avec l'appui de «Emergencia Contra El Racismo», une plateforme non gouvernementale en ligne auprès de laquelle le public peut signaler des cas de racisme³¹⁴. Cette campagne a pour porte-parole six militants, dont des défenseurs des droits des migrants, des droits des Rom et des droits des femmes, qui apportent les éclairages de différentes communautés³¹⁵.

Malgré tous ces efforts de lutte contre les propos racistes envers les communautés de migrants, le nombre de cas de xénophobie signalés pendant la pandémie est en hausse, y compris en Europe³¹⁶. Les campagnes racistes, la privation d'accès aux services de base, l'absence de mesures de protection au travail et le racisme systémique qui empêche de vivre dignement demeurent flagrants, se sont souvent même multipliés et revêtent un degré d'urgence supplémentaire depuis le début de la pandémie³¹⁷.

312. www.getup.org.au/campaigns/racial-justice/iwilleatwithyou/iwilleatwithyou?t=4NYYmTX6o.

313. www.iom.int/sites/default/files/documents/countering_xenophobia_and_stigma_130720.pdf.

314. <https://fr.unesco.org/news/stopracisme-barcelone-lance-campagne-antiraciste-fond-covid19>.

315. Ibid.

316. www.enar-eu.org/COVID-19-impact-on-racialised-communities-interactive-EU-wide-map.

317. Ibid.

Chapitre 12

Rapatriement et réintégration

Les nombreuses mesures de restriction des déplacements intérieurs et internationaux que les États ont adoptées en réponse à la pandémie de covid-19 ont frappé de plein fouet les migrants, en les empêchant de sortir de leur pays d'accueil ou de transit, sans guère de moyens de subvenir à leurs besoins ou d'obtenir de l'aide localement³¹⁸. Face aux répercussions réelles et potentielles de cette situation sur les travailleurs migrants et membres de leur famille, les voyageurs, les touristes et les étudiants étrangers de plus en plus appauvris, ainsi que sur les victimes de la traite et les migrants placés en détention, des États du monde entier ont entrepris par divers moyens de rapatrier leurs ressortissants bloqués à l'étranger. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des chiffres exacts à ce sujet, il est probable que des millions de personnes, dont des migrants en situation régulière ou irrégulière, des réfugiés et des demandeurs d'asile, aient été immobilisées par la pandémie et que des centaines de milliers d'entre elles aient bénéficié d'une aide au retour. Les mouvements de population internationaux présentent des défis de plus en plus complexes pour les institutions chargées de protéger et d'aider les citoyens à l'étranger (notamment en les rapatriant)³¹⁹.

En conséquence, des vols ont été affrétés ou organisés par des gouvernements entre toutes les régions, notamment dans le cadre d'efforts de grande envergure visant à rapatrier systématiquement des citoyens bloqués à l'étranger. De nombreux travailleurs migrants ont ainsi pu rentrer chez eux dans le cadre de missions de rapatriement organisées par les gouvernements de plusieurs pays, dont la Fédération de Russie, l'Égypte, l'Azerbaïdjan et le Nigéria. D'autres pays, dont l'Inde, le Viet Nam et les Philippines, ont entrepris des opérations de rapatriement à grande échelle³²⁰. Dans certains cas, des programmes de retour ont été mis en place dans le cadre de dispositifs de coopération ponctuels entre pays qui ont convenu du retour réciproque de leurs citoyens. Cela a par exemple été le cas de la Fédération de Russie et de l'Azerbaïdjan³²¹.

318. <https://migration.iom.int/>.

319. <https://publications.iom.int/system/files/pdf/stranded-irregular.pdf>.

320. <https://asia.nikkei.com/Economy/India-Philippines-rescue-stranded-Middle-East-laborers>; <https://vietnamnews.vn/politics-laws/770711/21000-vietnamese-citizens-brought-home-since-beginning-of-pandemic.html>; www.hindustantimes.com/india-news/over-5-lakh-indians-repatriated-under-vande-bharat-mission-since-may-7-govt/story-YUqZk8hLsw80V4d8yVZp8N.html.

321. <https://menafn.com/1100066268/Azerbaijans-MFA-discloses-number-of-people-crossing-Russian-Azerbaijani-border-UPDATE>.

Des initiatives d'organismes nationaux de défense des droits de l'homme^{322, 323}, des efforts de particuliers et des dispositifs de coopération ponctuels mis en place par des acteurs du secteur privé, comme des employeurs et des recruteurs de citoyens à l'étranger³²⁴, ont également facilité le retour de migrants. Dans le cas du Népal, il a fallu que la Cour suprême intervienne pour que des fonds publics soient affectés au rapatriement de migrants³²⁵.

Bon nombre de ces programmes ont accordé la priorité à des catégories particulières d'individus, dont ceux qui ont des problèmes de santé préexistants, sont particulièrement vulnérables à la covid-19 pour d'autres raisons ou risquent de rencontrer des difficultés du fait de leur statut migratoire. D'autres programmes de retour ont apporté une assistance à condition que les personnes concernées prennent en charge le coût de leur voyage en avion, ce que les migrants n'ont pas toujours été en mesure de faire.

Des retours ont été facilités par la réouverture temporaire de frontières terrestres communes à plusieurs pays; cela a par exemple été le cas de la frontière entre le Myanmar et la Thaïlande au début de la pandémie, puis de celles entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, le Chili et le Pérou, et la Fédération de Russie et l'Azerbaïdjan par la suite. Associées à des dispositifs de dépistage et de quarantaine, ces mesures ont contribué de façon décisive à assurer le retour de milliers de migrants à travers le monde. Il est cependant arrivé que les retours dépassent les capacités de gestion d'un pays et fassent craindre la propagation de la covid-19, en particulier dans le cas de personnes revenant de pays ayant des taux d'infections élevés, comme dans le cas de l'Iran et de l'Afghanistan.

Les pays font également face à un nombre croissant de migrants internes qui souhaitent rentrer chez eux. En Indonésie, le gouvernement a aidé des travailleurs migrants à rentrer dans leur ville d'origine depuis d'autres régions du pays³²⁶, tandis qu'en Inde le traitement des travailleurs migrants internes pendant la pandémie a été fortement critiqué³²⁷.

322. <https://kathmandupost.com/national/2020/05/14/rights-body-forms-task-force-to-assist-government-in-protecting-and-repatriating-migrant-workers>; https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/roap_covid_response_sitrep_16.pdf.

323. www.khaleejtimes.com/business/local/indian-company-plans-20-chartered-flights-to-repatriate-2000-plus-workers; www.timesnownews.com/business-economy/companies/article/after-tcs-and-infosys-wipro-flies-back-over-500-employees-from-us-uk-in-special-chartered-flights/622209.

324. <https://focustaiwan.tw/society/202006070007>; www.cooperativa.cl/noticias/sociedad/salud/coronavirus/comenzo-repatriacion-de-casi-200-colombianos-varados-en-santiago/ 2020-06-22/061923. html; www.arecoa.com/destinos/2020/07/14/dominicanos-los-primeros-beneficiados-nuevo-plan-vuelos-humanitarios-chile/; <https://timesofindia.indiatimes.com/business/international-business/many-maharashtrian-families-stranded-in-dubai-to-return-home/articleshow/77275342.cms>; www.khaleejtimes.com/coronavirus-pandemic/live-blog-200-pakistanis-to-fly-home-thanks-to-galadari-brothers.

325. <https://kathmandupost.com/national/2020/06/17/supreme-court-orders-government-to-use-welfare-fund-to-repatriate-nepali-workers-stranded-abroad>; <https://news.un.org/en/story/2020/06/1065662>.

326. <https://en.antaranews.com/news/151406/government-ensures-migrant-workers-return-to-their-hometowns-safely>.

327. www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25926&LangID=E.

Parmi ceux qui sont rentrés, beaucoup font face à un avenir incertain. La diminution des rapatriements de fonds et l'impossibilité de retourner là où il y a du travail posent problème³²⁸. De nombreux pays ont pris conscience de la nécessité de faciliter le retour des travailleurs migrants et d'assurer leur sécurité socio-économique³²⁹.

Par exemple, Sri Lanka accorde en priorité un appui immédiat aux migrants vulnérables³³⁰ et l'Inde s'emploie à créer davantage d'emplois en milieu rural dans le cadre du Programme national Mahatma Gandhi de garantie d'emplois pour les travailleurs migrants internes³³¹. Les Philippines ont annoncé qu'une aide financière serait accordée aux travailleurs qui rentreraient après avoir perdu leur travail à l'étranger³³² et, au Bangladesh, le gouvernement s'efforce, en association avec l'OIT, de faciliter la reconnaissance de compétences et le perfectionnement professionnel afin de donner aux personnes rentrées de meilleures chances de retrouver un emploi³³³. Dans certains cas, des institutions ont été établies spécifiquement pour gérer les retours, et répondre notamment aux problèmes en matière de protection et d'assistance que rencontrent les migrants une fois rentrés. Au Népal, une équipe spéciale a été établie pour aider le gouvernement à rapatrier ses citoyens³³⁴ et le Bangladesh a créé un comité de travail chargé du « bien-être et de la réintégration des travailleurs revenus de différents pays à cause de la pandémie de coronavirus » qui s'occupera de la situation à plus long terme de citoyens de retour³³⁵.

L'Éthiopie, le Mozambique et la Gambie ont mis en place à l'intention de leurs ressortissants de retour des programmes d'assistance et de réintégration de vaste envergure, qui proposent notamment des services de transports locaux et de soins de santé, ainsi qu'une aide à l'obtention de moyens de subsistance, et les font participer directement aux activités de sensibilisation et de lutte contre la covid-19 (comme la production de masques et d'équipements de protection individuelle)³³⁶.

Des organisations de la société civile et des syndicats ont attiré l'attention sur la situation des travailleurs migrants et plaidé en faveur de l'amélioration de leurs conditions de travail³³⁷. La Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE a recensé les mesures adoptées dans les pays de l'OCDE par les syndicats et la société

328. <https://weblog.iom.int/remittances-and-beyond-covid-19-impacts-all-forms-migrant-contributions-development>.

329. <https://thehimalayantimes.com/nepal/reintegration-of-returnee-migrant-workers-stressed/>.

330. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/roap_covid_response_sitrep_16.pdf.

331. www.deccanherald.com/state/top-karnataka-stories/with-migration-on-govt-gives-filip-to-rural-jobs-scheme-833556.html; www.hindustantimes.com/india-news/45-annual-funds-for-jobs-ration-spent-in-4-months/story-1Od9ZPkmswGiRner7QuaeM.html.

332. <https://rappler.com/nation/dole-approves-thousands-applications-ofw-aid>

333. <http://unb.com.bd/category/Bangladesh/ilo-govt-discuss-needs-of-migrant-workers-with-in-demand-skills-but-no-certification/56794>.

334. <https://kathmandupost.com/national/2020/05/14/rights-body-forms-task-force-to-assist-government-in-protecting-and-repatriating-migrant-workers>.

335. https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/iom_roap_sitrep_covid-19_10_0.pdf?file=1&type=node&id=8762.

336. www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/des-rapatri%C3%A9s-gambiens-produisent-des-%C3%A9quipements-de-protection-pour-les; www.iom.int/news/mozambican-workers-returning-south-africa-engaged-check-covid-19s-spread.

337. www.epsu.org/sites/default/files/article/files/Overlooked%20migrant%20workers%20in%20the%20COVID19%20crisis_2.pdf.

civile face à la covid-19³³⁸. La Confédération européenne des syndicats a publié un rapport sur la main-d'œuvre migrante (y compris les migrants en situation irrégulière) oubliée pendant la crise³³⁹.

D'après ce rapport, les centres allemands de conseils en immigration fournissent aux migrants des informations nécessaires, notamment grâce à une ligne d'assistance téléphonique qui aide les personnes ayant perdu ou risquant de perdre leur emploi, ainsi qu'en leur expliquant leurs droits pendant la pandémie³⁴⁰.

Les syndicats plaident également en faveur d'une meilleure protection des travailleurs étrangers, par exemple en Italie³⁴¹, en Espagne³⁴² et en France³⁴³. Bien que les syndicats aient bénéficié d'aides, les travailleurs migrants sans papiers en ont manifestement été exclus³⁴⁴.

338. <https://tuac.org/news/covid19-crisis-mapping-out-trade-union-and-social-partners-responses/>.

339. www.epsu.org/article/overlooked-migrant-workers-covid-19-crisis.

340. Ibid.; www.bema.berlin/site/assets/files/1244/4_corona_englisch-1.pdf; www.faire-mobilitaet.de/informationen/++co++5d213068-69a7-11ea-93e9-52540088cada.

341. www.cgil.it/coronavirus-cgil-cisl-e-uil-tutolare-anche-cittadini-stranieri-chiediamo-avvio-confronto/.

342. http://www.ccoo.es/noticia:472802--CCOO_pide_agilidad_y_altura_de_miras_al_Gobierno_en_materia_de_extranjeria_durante_la_crisis_del_COVID19&opc_id=8c53f4de8f8f09d2e54f19daf8d8ed95; www.ugt.es/ugt-demanda-medidas-especificas-para-proteger-mas-la-poblacion-de-nacionalidad-extranjera-y-el.

343. www.unsa.org/Migrants-et-demandeurs-d-asile-quelles-solutions-pendant-la-crise-sanitaire-en.html; www.cgt.fr/comm-de-presse/coronavirus-travailleurs-et-travailleuses-migrants-en-premiere-ligne.

344. <https://tuac.org/news/covid19-crisis-mapping-out-trade-union-and-social-partners-responses/>.

Chapitre 13

Recommandations

Recommandations générales

- ▶ Le présent rapport cite de multiples et divers exemples de bonnes politiques et pratiques mises au point et appliquées par différents acteurs pour soutenir les migrants et les réfugiés pendant la crise de la covid-19. Il convient de poursuivre et de continuer à adapter ces politiques et pratiques en s'appuyant sur l'expérience et les enseignements dont on dispose afin de relever les prochains défis engendrés par la pandémie.
- ▶ Les gouvernements et autres détenteurs d'obligations devraient adopter une vision d'ensemble des difficultés rencontrées par les migrants et les réfugiés, ainsi que des stratégies plus globales pour y remédier. Il faudra à cette fin mettre en place des approches intersectorielles qui dépassent la prestation directe de soins de santé et d'autres services de base pour remédier aux facteurs sous-jacents de vulnérabilité, de marginalisation et d'exclusion, par des interventions qui promeuvent l'obtention d'un statut régulier et favorisent la confiance entre migrants et autorités.
- ▶ La vulnérabilité particulière des migrants face aux effets directs et indirects de la pandémie est une évidence absolue. Il demeure cependant difficile d'évaluer et d'analyser systématiquement cette vulnérabilité, car il existe très peu de données ventilées selon le statut migratoire. Bien que le renforcement de la collecte de données pertinentes présente des difficultés pratiques, ainsi que des risques évidents pour les migrants, il s'agit d'une condition à remplir pour comprendre et combattre véritablement les facteurs de risque spécifiques auxquels les migrants font face.
- ▶ Remédier aux effets de la pandémie, maintenir l'apport de services, mettre au point des modalités de relance et renforcer la résilience nécessite l'adoption d'approches multisectorielles et multipartites qui s'appliquent à l'ensemble de la société. Ces approches devraient aussi viser à tirer parti, dans toute la mesure du possible, des capacités des migrants, et de leurs groupes et organisations.
- ▶ Les besoins immédiats créés par la pandémie sont considérables et de vaste portée, mettant à rude épreuve les institutions officielles et les organisations de la société civile. Il importe néanmoins que les parties prenantes ne se contentent pas des interventions actuelles limitées dans le temps mais considèrent aussi des modalités de relance équitables à long terme. Il sera essentiel de déployer des efforts soutenus et inclusifs pour remédier aux effets indirects durables de la pandémie selon une approche qui donnera lieu à des sociétés plus solidaires et résilientes.

- ▶ Les politiques et interventions devraient principalement se fonder sur les besoins et les droits des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, qui devraient avoir la possibilité de dialoguer avec les décideurs et les prestataires de services pour que leurs besoins soient compris et que les bonnes pratiques et les possibilités d'atténuer les effets de la pandémie soient identifiées. Il convient tout particulièrement de porter assistance aux groupes et aux personnes les plus marginalisés et exclus, tels que les migrants en situation irrégulière, qui sont rarement pris en compte.
- ▶ Les enseignements tirés de cette pandémie, ainsi que les approches et les pratiques adoptées, devraient guider les mesures à prendre pour remédier aux difficultés que les migrants rencontrent dans leur vie de tous les jours et réduire leur vulnérabilité face aux crises à venir, quelles qu'elles soient.

Recommandations spécifiques portant sur les thèmes traités dans le présent rapport

Droits en matière d'immigration

Dans des crises telles que la pandémie en cours, les pays ne peuvent se permettre d'adopter des politiques d'exclusion qui, dans le cas présent, présenteraient d'importants risques en matière de santé publique.

Des pays du monde entier ont assoupli leurs procédures, supprimé des pénalités et garanti le renouvellement automatique de visas, ce qui a réduit l'incertitude qui planait sur les migrants se trouvant en situation régulière dans ces pays.

Les gouvernements ont cependant été moins nombreux à prendre des mesures en faveur des migrants en situation irrégulière, qui ont ainsi été rarement pris en compte, sauf lorsqu'il s'est avéré nécessaire de régulariser leur situation pour répondre aux besoins de main-d'œuvre. En revanche, les gouvernements – et notamment ceux qui avaient conscience de la marginalisation des migrants et les avaient inclus dans leurs politiques avant la pandémie – se sont efforcés de répondre aux préoccupations des migrants et d'établir des procédures tenant compte de leur vulnérabilité particulière. Il est essentiel, pour remédier aux obstacles qui sous-tendent la vulnérabilité des migrants, de dialoguer avec eux, d'instaurer un climat de confiance et d'atténuer leurs craintes de détention et d'expulsion.

L'application de la réglementation en matière d'immigration, et en particulier le placement en détention et l'expulsion des migrants, peut avoir pour effet de réduire leur accès aux services de base, et notamment aux soins de santé.

En plus de constituer une violation de leurs droits humains, cela devient un enjeu de santé publique en période de pandémie ou d'épidémie. Pour remédier à ces risques spécifiques et systémiques, il est essentiel de bien séparer la prestation de services de base (et en particulier de soins de santé) de l'application de la réglementation sur l'immigration.

Santé

Pour combattre et vaincre la pandémie, qui met en difficulté de nombreux systèmes de santé, il est indispensable de prendre des mesures sanitaires efficaces. Les soins

de santé constituent un problème particulièrement urgent pour les réfugiés et les migrants, dont beaucoup vivent dans des logements, des centres d'accueil ou des camps surpeuplés sans assainissement adéquat, n'ont pas les moyens de se protéger, sont contraints d'adopter des comportements néfastes à leur santé et sont victimes de discrimination en matière d'accès aux prestataires de services.

Il leur est également très difficile d'accéder aux soins de santé en raison du coût de ces services, des obstacles linguistiques et culturels et de la peur d'être arrêté et expulsé. Ces différents facteurs les rendent extrêmement vulnérables face à la covid-19, comme cela a été constaté dans des pays du monde entier.

Les soins de santé liés à la covid-19 devraient être accessibles à toute personne, quel que soit son statut migratoire. Tous les migrants et les réfugiés devraient bénéficier sans discrimination des mesures de prévention, du dépistage, des traitements et des soins. Les informations de santé publique et les soins de santé devraient être fournis de manière inclusive, selon des modalités adaptées d'un point de vue culturel et linguistique. La prise en charge du coût des tests de dépistage, des traitements et des soins liés à la covid-19 peut permettre de surmonter les difficultés d'accès d'ordre économique aux soins de santé. Il convient d'encourager les migrants, et en particulier ceux en situation irrégulière, à chercher à se faire tester et soigner, en les informant de leur droit de recevoir des services, en les protégeant des conditions abusives imposées par des employeurs, des recruteurs ou d'autres individus, et en séparant véritablement la prestation de soins de santé de l'application de la réglementation sur l'immigration.

Les migrants et les réfugiés devraient être inclus dans les activités de lutte contre la pandémie, cette inclusion devant être partie intégrante de la riposte de santé publique. Afin de remédier aux pénuries de personnel soignant et de gérer les effets de la pandémie, les professionnels de la santé étrangers (y compris les migrants et les réfugiés) peuvent être recrutés pour travailler dans les systèmes de santé nationaux ou obtenir des visas de travail plus facilement ou pour une durée plus longue.

Pour fournir les services adéquats, y compris en matière d'informations et de soins, selon une approche qui inclut les migrants, il est essentiel d'associer à la prestation de soins de santé les organisations compétentes du tiers secteur. Les organisations de la société civile complètent l'action des institutions de santé publique en mettant en place des unités de soins et des structures d'isolement temporaires ou mobiles et en fournissant des services de conseil et d'appui psychosocial.

Logement

Le lieu de vie est le premier rempart contre la covid-19, dans la mesure où il permet de s'isoler et de pratiquer la distanciation sociale. Cependant, les migrants, réfugiés et autres personnes sans abri vivent souvent dans des conditions qui les empêchent de se protéger adéquatement et les exposent à des risques importants. Il est donc essentiel, pour combattre efficacement la pandémie, de fournir à tous, y compris aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, des possibilités d'abri et de logement décentes à court et à long terme.

Diverses solutions temporaires, provenant souvent des autorités municipales et infra-nationales, ont à cet égard été proposées aux migrants et réfugiés. Elles consistent

généralement à utiliser ou à adapter différents bâtiments existants - par exemple des logements publics inhabités, des hôtels, des centres d'expositions et des salles de sport - pour en faire des lieux d'hébergement temporaires ou y accueillir des personnes présentant des symptômes de la covid-19 ou ayant été testées positives. Parmi les autres mesures susceptibles d'aider les migrants et demandeurs d'asile à obtenir un logement stable figurent les moratoires sur les loyers et l'accès à la sécurité sociale, aux allocations chômage et aux soins de santé.

Les investissements visant spécifiquement à améliorer les conditions de vie des travailleurs migrants, demandeurs d'asile et réfugiés en désengorgeant et en améliorant leurs logements existants ont également contribué de façon décisive à assurer leur santé et leur état général dans divers types d'hébergement.

Éducation

L'accès à l'éducation est un droit fondamental qui doit être garanti pour tous les enfants. L'éducation des enfants migrants doit être assurée, quel que soit leur statut migratoire. Le degré d'inclusion des migrants dans différents systèmes éducatifs à la suite de la pandémie et des confinements associés dépend fortement des caractéristiques de ces systèmes avant la crise. Là où l'éducation des migrants et réfugiés vulnérables était déjà garantie, les difficultés rencontrées pendant la pandémie ont principalement consisté à maintenir la continuité d'accès et à combler le fossé numérique. Là où l'éducation des migrants vulnérables ne figurait pas parmi les priorités, la pandémie a au contraire accentué les écueils et les obstacles existants.

La pandémie a également été l'occasion d'élaborer et de mettre à l'essai des technologies et stratégies novatrices visant à associer les enfants qui auraient sinon été exclus des systèmes scolaires établis. Il convient de développer ces approches afin de renforcer l'accès à l'éducation des enfants en déplacement et de faire preuve d'innovation en la matière, tout au long de la pandémie et par la suite.

Travail et emploi

La pandémie de covid-19 a montré à quel point les travailleurs migrants, qualifiés ou non, étaient essentiels à la résilience de leurs communautés d'accueil. Leur contribution à la lutte contre la pandémie, à l'atténuation de ses effets économiques, à la continuité de secteurs essentiels et à la viabilité de sociétés entières n'est plus à prouver. Cela a conduit de nombreux pays à adopter des programmes de régularisation de migrants ou à accélérer leur accréditation, notamment dans des secteurs tels que les soins de santé, la production alimentaire, la logistique et les soins sociaux.

Il convient de pérenniser les programmes de régularisation et les possibilités de migration régulière afin de protéger les migrants et leurs communautés d'accueil. Ces mesures doivent viser à répondre aux conditions et besoins particuliers des nombreux migrants qui ont contribué à leurs communautés d'accueil, souvent pendant des années, tout en étant sans-papiers et en vivant et en travaillant dans des situations dangereuses. L'ensemble de mesures prises pour répondre aux besoins de main-d'œuvre liés à la covid-19 doit être une première étape sur la voie des possibilités de migration régulière et des conditions de travail et de vie décentes à fournir aux travailleurs migrants. Il convient d'envisager un système de circulation

sûre et ordonnée de travailleurs essentiels, non seulement en période de crise mais aussi en temps normal, dans l'intérêt des migrants et de leur famille ainsi que de leurs sociétés d'accueil et d'origine.

La pandémie a montré que les migrants possèdent d'importantes et diverses compétences et capacités. Cependant, du fait de procédures d'accréditation de leurs qualifications longues et coûteuses, de nombreux migrants sont sous-employés ou sans emploi. Il est essentiel, pour assurer le bien-être et la résilience de leurs communautés, de tirer pleinement parti de leurs ressources. Les nombreuses fonctions de première ligne qu'ils ont occupées pour remédier aux effets de la pandémie l'ont montré. Des procédures d'accréditation accélérées ou plus souples peuvent être mises en place après la pandémie pour bâtir des sociétés plus durables et plus justes. Il convient d'adopter à grande échelle des systèmes tels que le Passeport européen de qualifications pour les réfugiés, dans l'intérêt des migrants aussi bien que de leurs communautés d'accueil.

Information du public et communication

La diffusion d'informations de santé publique sur la crise de la covid-19 est un domaine d'action important des pouvoirs publics nationaux et locaux, ainsi que des organisations de la société civile. C'est l'un des fondements des efforts de santé publique menés pour combattre la pandémie, qui doit à ce titre inclure les migrants et les réfugiés. Il est essentiel, pour garantir la sécurité de tous, de veiller à ce que tous les membres d'une collectivité donnée comprennent les consignes de sécurité et puissent prendre les mesures adéquates pour se protéger et protéger les autres.

Les autorités nationales, les administrations municipales et les ONG et organismes internationaux se sont employés très activement à produire, traduire et diffuser des informations adaptées et adéquates dans les différentes langues parlées par leurs habitants ou bénéficiaires. Ces informations ont également été diffusées par différents médias et moyens de communication, dont des documents imprimés et postés en ligne, des clips vidéo et audio et des podcasts. Assurer l'accès des migrants aux ressources en ligne et aux outils numériques a été un élément central de l'action menée en matière d'information du public dans différentes régions.

Pour communiquer efficacement avec des groupes de migrants, il faut cependant aussi transmettre des informations par l'intermédiaire d'individus et d'institutions auxquels les migrants font confiance. Cela est vital pour garantir le respect des mesures et comportements recommandés. Les individus issus des migrations, leurs groupes et les organisations communautaires clés jouent un rôle essentiel à cette fin - par exemple en représentant leur communauté dans les activités de sensibilisation à la covid-19 et de diffusion d'informations sur l'hygiène et l'assainissement, la distribution d'aliments, l'appui juridique psychosocial et l'accès aux soins médicaux.

Aide financière

Les pays ont adopté diverses mesures temporaires visant à fournir aux migrants et aux réfugiés des aides aux revenus et d'autres formes d'assistance financière pendant la pandémie. Il s'agit par exemple de prestations sociales versées aux personnes qui ont perdu leur emploi et d'autres mesures d'aide aux revenus, telles que des

allocations, des revenus subventionnés et des primes, et des programmes destinés aux familles, aux entreprises et aux groupes vulnérables.

Veiller à ce que les migrants aient accès à de tels dispositifs leur permettra de faire face aux effets directs et indirects et de courte et de longue durée de la pandémie. Il est essentiel d'étendre spécifiquement ces formes d'aide aux travailleurs en situation irrégulière, qui, le plus souvent, cotisent aux systèmes de protection sociale sans en tirer aucune assistance en retour. Une aide financière inclusive doit se fonder sur des approches multipartites, dans le cadre desquelles les systèmes gouvernementaux existants sont complétés par les efforts d'autres organes institutionnels, y compris par des fonds provenant des autorités locales, des réseaux de solidarité des organisations communautaires et des représentants de communautés, et par des dons d'organismes philanthropiques.

Assistance matérielle et entraide

Il existe relativement peu d'informations sur les formes d'assistance matérielle disponibles. Les pouvoirs publics locaux en particulier fournissent gratuitement des vivres et des produits d'hygiène de base aux ménages et aux groupes pauvres et vulnérables (notamment aux migrants et aux réfugiés et, parfois, aux étudiants étrangers).

Très souvent, la mise en place de systèmes qui permettent d'atteindre et d'aider véritablement toutes les catégories de population dépend de la coordination des organisations de la société civile et des membres et organisations d'une communauté. De nombreuses organisations locales fournissent des conseils sur des questions telles que le paiement des loyers, le chômage et les procédures administratives.

Il est très difficile de recenser et d'évaluer les mesures et mécanismes d'entraide car les activités et les organisations correspondantes tendent à être locales, informelles et de nature non hiérarchique. Il convient de mettre davantage en évidence les initiatives et les réseaux existants.

Mobilisation

Dans de nombreux cas, l'inclusion des migrants dans les mesures d'aide, qu'il s'agisse de l'apport de soins de santé ou d'autres services de base, de questions d'immigration, du désengorgement des abris et des camps, de la fermeture de centres de rétention ou de la réinstallation des réfugiés, a bénéficié d'une forte mobilisation. Plaider en faveur des droits, des besoins et des capacités des migrants dans le contexte de la covid-19 a été un élément central de l'action menée par les institutions des pays d'origine des migrants, les représentants et groupes de migrants, les organisations de la société civile, les organisations internationales et même les employeurs et d'autres acteurs du secteur privé.

Pour favoriser l'adoption d'approches qui incluent les migrants dans les collectivités et les sociétés de l'après-pandémie, il sera essentiel de tirer des enseignements de l'expérience acquise. La collecte et la diffusion d'exemples probants de la contribution et du rôle des migrants dans l'appui apporté à des sociétés interconnectées pourraient, à l'avenir, aider de façon décisive à convaincre de la nécessité de protéger les droits des migrants en période de crise ainsi qu'en temps normal.

Stigmatisation

Combattre la xénophobie, y compris la stigmatisation et la tendance à prendre comme bouc-émissaires les migrants et réfugiés, est un enjeu de santé publique dans le contexte de la covid-19. Il est également essentiel de s'y employer pour éliminer les difficultés d'accès des migrants aux possibilités et aux services existants. À l'heure où les déplacements, la présence et même les facteurs particuliers de vulnérabilité des migrants face à la pandémie sont instrumentalisés par des partis et des groupes xénophobes du monde entier, il est de la plus haute importance de promouvoir des discours plus éclairés et plus inclusifs.

Rendre compte pleinement, de façon positive et fiable et en s'appuyant sur des faits, des souffrances des migrants et de leurs contributions positives à leur communauté et à la société est un élément central de ces efforts. Il faut à cette fin donner aux migrants eux-mêmes la possibilité de s'exprimer et faire connaître comme il se doit leur expérience et leurs points de vue – y compris (et peut-être surtout) par les moyens de communication, en particulier les réseaux sociaux, qui laissent se propager les prises de position et les rumeurs xénophobes.

Les pouvoirs publics doivent également veiller à ce que les actes xénophobes soient identifiés comme tels et condamnés et fassent l'objet de poursuites judiciaires, même en des temps difficiles où les activités qui ne sont pas directement liées à la lutte contre la pandémie peuvent être reléguées au second rang.

Rapatriment et réintégration

Bien qu'ils constituent généralement une solution de dernier recours pour les migrants en situation de crise, les évacuations internationales et les retours se sont avérés nécessaires pour des centaines de milliers de personnes en raison de la covid-19 et des confinements et de la récession économique qui ont suivi. Les opérations d'évacuation bien menées dépendent souvent de la collaboration des pouvoirs publics et des acteurs du secteur privé (recruteurs, employeurs et compagnies aériennes). Dans le cas de la pandémie de covid-19, cependant, ces retours ont également nécessité un degré supplémentaire de coordination entre les autorités frontalières des pays d'origine, d'accueil et de transit pour assurer l'acheminement en sécurité des personnes évacuées. De tels mécanismes de coordination ont souvent également fait appel aux autorités sanitaires des pays d'accueil et d'origine, afin de garantir le respect des procédures de contrôle, de dépistage et de quarantaine.

Face aux incertitudes qui continuent de peser sur la situation mondiale en matière de migrations et à la récession économique généralisée, il importe particulièrement de préparer la réintégration des personnes qui rentrent, y compris en ce qui concerne leur logement, leur accès aux terres et les aides aux moyens de subsistance à plus long terme. Il convient à cet égard de bien comprendre la situation des familles et des communautés de migrants dans les zones de retour, notamment les conséquences de la pandémie qu'ils ont subies et les possibilités et priorités en matière de redressement et de bien-être à long terme.

RECOMMANDATION 2021-2

Inclusion des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés dans les crises de santé publique causées par une pandémie due à un virus ou un autre agent pathogène

Adoptée à la 14^e Réunion ministérielle du 24 novembre 2021 à Matosinhos, Portugal

Le Comité des Correspondants permanents de l'Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs (EUR-OPA),

- A. Rappelant sa Recommandation 2016-1 sur l'inclusion des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés dans le contexte de la prévention et de la gestion des risques majeurs, adoptée lors de la 13^e session ministérielle de l'Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs (EUR-OPA), Lisbonne, Portugal, 26 octobre 2016;
- B. Notant les recommandations figurant dans les aide-mémoire ci-après de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) : *Covid-19 and Stranded Migrants, Countering Xenophobia and Stigma to Foster Social Cohesion in the Covid-19 Response and Recovery* et *Covid-19 Emerging Immigration Consular and Visa Needs and Recommendations*, publiés respectivement les 2 juin 2020, 14 juillet 2020 et 15 juillet 2020;
- C. Prenant note de l'*Observation interprétative sur le droit à la protection de la santé en temps de pandémie* adoptée par le Comité européen des Droits sociaux le 21 avril 2020;
- D. Notant les possibilités offertes par le Passeport européen de qualifications pour les réfugiés et les autres mesures prévues dans la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne (Convention de Lisbonne sur la reconnaissance) dans les pays l'ayant ratifiée et conformément à leurs législations nationales, pour associer les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés ayant les qualifications nécessaires aux mesures prises pour faire face aux catastrophes naturelles et technologiques;
- E. Rappelant les actions du Représentant spécial de la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe sur les migrations et les réfugiés, en particulier dans le cadre du Plan d'action sur la protection des enfants réfugiés et migrants en Europe (2017-2019) et des travaux d'élaboration en cours du nouveau plan d'action dans le domaine des migrations;

- F. Rappelant les recommandations et les lignes directrices figurant dans la publication *Migrants et réduction des risques de catastrophe – Pratiques d’inclusion*, préparée conjointement avec l’Organisation internationale pour les migrations et Migrants in Countries in Crisis Initiative (MICIC) en 2017 et dans celle de cette même année intitulée *Risques majeurs, migrants, demandeurs d’asile et réfugiés – Leur inclusion dans la préparation et la gestion des catastrophes* ;
- G. Rappelant sa Résolution 2020–1 reconnaissant l’inclusion des menaces, dangers et risques biologiques à l’origine des catastrophes naturelles et technologiques dans l’Accord partiel EUR-OPA adoptée le 3 novembre 2020, telle que modifiée le 16 septembre 2021 ;
- H. Désireux de promouvoir une approche plus intégrée, efficiente et efficace des pouvoirs publics et des professionnels de santé pour une protection adéquate des migrants, des demandeurs d’asile et des réfugiés, dont les migrants bloqués, indépendamment de leur nationalité ou de leur statut migratoire lors des crises de santé publique causées par une pandémie due à un virus ou un autre agent pathogène ;
- I. Notant avec intérêt le rapport sur « l’inclusion des migrants et des réfugiés dans le contexte de la prévention et de la gestion des catastrophes biologiques: Etude de cas sur la pandémie de COVID-19 », préparé à la demande de l’Accord.

Recommande aux États membres de l’Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs (EUR-OPA) :

1. d’inclure tous les migrants, demandeurs d’asile et réfugiés, indépendamment de leur nationalité ou de leur statut migratoire, dans l’ensemble des politiques nationales de réduction des risques, liées aux crises de santé publique causées par des risques biologiques, des processus de planification, des programmes de formation et dans la gestion des situations d’urgence, en favorisant des stratégies à long terme propres à réduire leur vulnérabilité et leur exposition aux catastrophes ;
2. de veiller à ce que, lors de crises de santé publique causées par une pandémie due à un virus ou un autre agent pathogène, tous les migrants, demandeurs d’asile et réfugiés aient un accès à l’information, aux services de santé, à un hébergement, à de la nourriture et à d’autres systèmes d’aide sociale qui soit comparable à celui dont jouit le reste de la population ;
3. d’associer les migrants, les demandeurs d’asile et les réfugiés ayant les qualifications nécessaires aux interventions d’urgence liées à des catastrophes naturelles et technologiques, en mettant en particulier à profit le Passeport européen de qualifications pour les réfugiés et les autres mesures prévues notamment dans la Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l’enseignement supérieur dans la région européenne (Convention de Lisbonne sur la reconnaissance) dans les pays l’ayant ratifiée, et conformément à leurs législations nationales ;
4. d’appuyer les initiatives de l’Accord EUR-OPA risques majeurs pour développer, en ce qui concerne les crises de santé publique causées par une pandémie due

à un virus ou un autre agent pathogène, des stratégies inclusives de réduction des risques de catastrophes pour les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés dans les États parties, en particulier par la promotion de réglementations adéquates, la mise en commun des compétences, la sensibilisation, des programmes de formation et la défense de bonnes pratiques.

Invite le Secrétariat à soumettre la Recommandation 2021-2 au Comité des Ministres pour information et pour distribution éventuelle à tous les États membres du Conseil de l'Europe.

Les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés représentent une proposition importante et croissante de la population des pays européens. À l'heure où la pandémie de covid-19 fait rage dans le monde entier, il existe des raisons morales incontestables d'adopter une approche inclusive qui garantisse à ces groupes une égalité de droits avec le reste de la population en matière de prise en charge et de soutien dans les situations de crise, quelles qu'elles soient. Le présent ouvrage vise à aider les gouvernements, les collectivités régionales et locales, les organisations de la société civile, les structures compétentes des secteurs public et privé et les populations à mieux comprendre comment apporter un appui aux migrants, aux demandeurs d'asile et aux réfugiés dans le contexte des catastrophes biologiques et des pandémies.

Créé en 1987, l'Accord européen et méditerranéen sur les risques majeurs (EUR-OPA) est une plateforme de coopération entre les pays d'Europe et du sud de la Méditerranée dans le domaine des catastrophes naturelles et technologiques majeures. Son champ d'action englobe la connaissance des aléas, la prévention des risques, la gestion des crises ainsi que l'analyse post-crise et la réhabilitation. Cet accord compte à ce jour 23 États membres.



www.coe.int/fr/web/europarisks

Premis 004322

FRA

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 46 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

MICIC
MIGRANTS IN COUNTRIES IN CRISIS

 **IOM**
UN MIGRATION

 **EUR-OPA**
EUR-OPA MAJOR HAZARDS AGREEMENT
ACCORD EUR-OPA RISQUES MAJEURS

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE